

Lutte ouvrière

HEBDOMADAIRE

PARAIT LE MARDI

N° 323 — SEMAINE DU 5 AU 12 NOVEMBRE 1974

PRIX : 2 F



**pour une offensive
générale des travailleurs
pour l'échelle mobile
de tous les salaires**





I. O. et le 1^{er} secrétaire du P.S.

INFORMATIONS OUVRIÈRES

Dans un éditorial précédent (voir la revue de presse du numéro 322 de LO) Informations Ouvrières (n° 676, du 23 au 30 octobre) reprochait à Marchais de vouloir briser l'unité en critiquant Mitterrand « premier secrétaire du PS ». Dans la même veine, IO publie un écho qui se veut mordant, à l'encontre de la position de Lutte Ouvrière. Sous le titre « Georges et Arlette », on peut lire en effet :

« Après avoir tiré les marrons du feu pour Mitterrand, Marchais se plaint d'être volé. »

Ce titre tenait toute la première page de l'hebdomadaire Lutte Ouvrière, qui se félicite de la campagne de Marchais contre le PS, et lance sa propre campagne parallèle sur le thème : « Arlette avait raison ».

Qu'on en juge : « Qui reproche au Parti Socialiste de « déployer des efforts parallèles à ceux de la grande bourgeoisie » pour tenter d'affaiblir le PC ?... Arlette Laguiller dans la campagne présidentielle il y a six mois ! Oui, bien sûr, mais aujourd'hui qui le dit ? Eh bien, c'est Georges Marchais... Et Georges Marchais a raison de se défier de Mitterrand et de son parti. »

Cependant, l'idylle n'est pas encore sans nuage entre Georges et Arlette ! On se fait des reproches, on chicane : « Pourquoi les réserves, les inquiétudes, la défiance même que Georges Marchais exprime aujourd'hui, ne les a-t-il pas exprimées avant d'appeler les travailleurs à voter pour Mitterrand ? »

On se souvient que, pendant la campagne, la candidate de LO accusait le PC d'avoir capitulé en ne présentant pas son propre candidat.

IO semble veiller avec un soin jaloux sur les intérêts de François, premier secrétaire du PS, qu'il ne faut pas confondre avec un certain Mitterrand, dirigeant de l'UDSR. Une telle fidélité mérite qu'on la cite.

te quoi qu'on puisse penser des raisons d'Etat qui motivent les dirigeants chinois — que l'attitude de ces camarades vis-à-vis du même

problème en France. Car on les voit alors adopter les positions de toute la petite bourgeoisie dite de gauche sur la « libération sexuelle ».

Le 20^e anniversaire de l'insurrection algérienne

L'HUMANITÉ rouge

L'Humanité Rouge (n° 246, du 24 octobre) publie un numéro spécial consacré au vingtième anniversaire du déclenchement de l'insurrection algérienne. A cette occasion, il publie une adresse « au président Boumédiène, au FLN, à l'amicale des Algériens en France » dans laquelle on peut lire :

L'étincelle jaillie dans les Aurès a aussitôt embrasé le peuple algérien entier, qui s'est mobilisé dans son juste combat patriotique, et sept ans plus tard a remporté la victoire.

Ainsi les patriotes algériens ont-ils participé à cette démonstration inéluctable de l'Histoire qu'une cause juste triomphe toujours quand elle s'appuie sur l'invincible force du peuple.

La victoire du peuple algérien, peuple opprimé par le colonialisme français, a constitué une contribution éclatante à la Révolution mondiale anti-impérialiste, à la Révolution mondiale socialiste. En ce sens, elle s'inscrit désormais en lettres glorieuses aux côtés de toutes les révolutions victorieuses intervenues au cours du XX^e siècle, et notamment la Révolution prolétarienne d'Octobre 1917 en Russie et la Révolution chinoise du 1^{er} octobre 1949.

TOUJOURS LA DEFENSE NATIONALE !

Boumédiène à l'égal de Lénine. L'Humanité Rouge ne va pas jusque-là, mais le suggère !

Par ailleurs, dans le même numéro, l'Humanité Rouge poursuit sa polémique avec ceux qui mettent en cause la Défense nationale. Dans un article intitulé « Pourquoi la bourgeoisie ne peut-elle assurer une véritable Défense nationale ? », on lit :

Nous avons déjà dénoncé dans ces colonnes les aspects contrarévolutionnaires des mouvements antimilitaristes impulsés par les trotskystes. La propagande du parti révisionniste n'est pas étrangère non plus aux réactions pacifistes petites-bourgeoises qui se manifestent temporairement au sein du contingent. Mais les efforts de ces groupements, qui conduisent à une démobilisation politique et militaire face aux menaces de guerre en Europe, resteraient vains auprès des appelés, si la direction de la Défense nationale était assurée de façon conséquente (ce qui ne sera jamais le cas en régime capitaliste). Les gouvernements de la V^e République se sont opposés et s'opposent encore dans une certaine mesure, aux su-

perpuissances. Mais la bourgeoisie monopoliste ne saurait fondamentalement résister jusqu'au bout aux pressions de l'URSS et des USA car elle ne peut mettre en mouvement l'élément décisif : le peuple français qu'elle opprime. (...)

Notre journal a déjà condamné la ligne contrarévolutionnaire dans le domaine militaire de l'Union de la « gauche » et des groupes trotskystes. Celle de la « majorité » présente certains aspects positifs sur le plan technique dans la mesure où elle s'oppose temporairement aux superpuissances ; nous devons en tenir compte, mais elle présente un fond tout aussi opportuniste que nous devons combattre.

La sexualité en Chine

RÉVOLUTION !

N°1 mars 1971

1fr.50

Révolution ! (n° 68, du 25 octobre) publie une série d'articles consacrés à la Chine, à l'occasion du 25^e anniversaire de la prise du pouvoir par le parti de Mao. Dans un article intitulé « Libération sexuelle et lutte de classes », Révolution ! évoque la sexualité en Chine.

Quand on évoque le problème de la libération sexuelle en Chine, on est tout de suite confronté à une série d'écueils. D'abord, la conception la plus répandue sur ce sujet, y compris chez les révolutionnaires : « Les Chinois condamnent les rapports sexuels avant le mariage ; ils ont donc une vision bourgeoise de la sexualité, rétrograde même, du point de vue bourgeois ». Et certains iront jusqu'à laisser entendre qu'un tel « puritanisme » est une preuve de graves déviations stalinien-nes, un signe indiscutable de « dégénérescence » de l'Etat chinois de dictature du prolétariat. (...)

LICENCE CAPITALISTE ET LIBERATION SOCIALISTE

En Chine aujourd'hui, une jeune travailleuse peut ainsi jusqu'à vingt-six ou vingt-huit ans apprendre un métier, participer pendant plus de dix ans à des activités culturelles, universitaires, nouer de nombreux liens d'amitié, voyager, prendre des responsabilités politiques, bref acquérir une expérience sans commune mesure

avec celle qu'elle aurait dû sinon limiter brusquement à l'horizon plus contraignant du couple et de la famille, à l'âge de 16 ou 18 ans. La liberté de choix est là aussi beaucoup plus étendue et les conditions de lutte de la femme pour son émancipation, y compris sexuelle, sont plus favorables. Le mariage tardif est donc un choix politique qui, loin de la masquer, relativise consciemment la part de l'amour dans la construction d'une société socialiste, et ce à dans les conditions propres à la Chine.

Alors que dans les sociétés capitalistes la sexualité est violemment séparée, isolée des activités sociales et considérée comme une fin en soi, la sexualité en Chine bénéficie de la transformation sociale de l'ensemble des rapports entre hommes et femmes. La part disproportionnée, génératrice de misère sexuelle pour tous, que donne au désir sexuel une société qui le ravale au niveau d'un objet de consommation, est contradictoire avec une véritable aspiration révolutionnaire en matière de sexualité. Ce que les camarades chinois ont compris, c'est que seule l'émancipation des femmes permettra d'en finir un jour avec la répression sexuelle et que le raisonnement inverse est illusoire. La nouvelle culture sexuelle qui apparaît et se développe en Chine permet d'éclairer aussi un deuxième aspect de la libération sexuelle : c'est que cette émancipation des femmes passe par leur participation, leur engagement dans une transformation révolutionnaire de la société.

Cette attitude de Révolution ! vis-à-vis des problèmes de la sexualité en Chine est beaucoup plus jus-

Lutte ouvrière

Responsable de la publication :

Michel RODINSON

Composition :

L.I.T.O.

4 ter, rue du Bouloi
Département Presse Offset

Impression : Roto technio Offset
Aubervilliers

Adressez toute correspondance à

LUTTE OUVRIERE

B.P. 233

75865

PARIS CEDEX 18

TARIF DES ABONNEMENTS

Ordinaires

	6 MOIS	1 AN
France	30 F	50 F
Etranger	40 F	65 F
avion	60 F	120 F

Sous pli fermé

France	70 F	130 F
Etranger	80 F	150 F
avion	de 200 F	de 390 F
	à 340 F	à 650 F
	souvent pays	

Tous les versements de fonds, abonnements et soutiens divers doivent être faits au :

C.C.P. RODINSON

PARIS-6851-10

POUR UNE OFFENSIVE GÉNÉRALE DES TRAVAILLEURS POUR UNE ÉCHELLE MOBILE DE TOUS LES SALAIRES

A PRES les postiers, d'autres secteurs de la fonction publique se préparent à entrer en action pour leurs salaires. Mardi matin, les cheminots de la région Paris-Montparnasse feront grève « pour une durée minimum de 48 heures reconductibles ». Mardi matin également, une demi-journée de grève est prévue à l'EDF.

Les luttes pour les augmentations de salaires ne se limitent pas au secteur public. L'exaspération monte dans bien des entreprises et se traduit par des grèves.

Et cette exaspération ne peut que se renforcer, ce mécontentement ne peut que se généraliser, devant les hausses de prix qui s'accroissent et se multiplient en dépit des déclarations ridicules des incapables qui nous gouvernent.

Comment accepter que, jour après jour, une fraction du pouvoir d'achat des familles ouvrières s'envole en fumée ? Comment accepter d'être volé de cette façon hypocrite, mais aussi cynique, car patrons et gouvernement disent que la hausse des prix est due aux augmentations de salaires.

L'exaspération contre la dégradation du pouvoir d'achat n'est pas seule en cause. L'occupation des imprimeries Néogravure, la grève de solidarité des mineurs lorrains avec leurs camarades de Faulquemont, les actions engagées chez Idéal-Standard ou la continuation de celle des licenciés de Titan-Coder rappellent les menaces qui pèsent sur l'emploi.

Les raisons et les objectifs de la lutte ne sont pas les mêmes dans les premiers cas et dans les seconds. Mais, qu'il s'agisse de l'attaque contre le pouvoir d'achat des salariés ou des menaces de licenciement, le problème de fond est le même. Le patronat et le gouvernement se préparent à leur manière à la période de difficultés économiques à venir en s'attaquant aux conditions d'existence des travailleurs, afin de permettre aux possédants de traverser la période difficile aux moindres frais.

Eh bien, il n'est pas question d'accepter que ce soit les travailleurs qui paient pour la dégradation de la situation économique, que ce soit leur pouvoir d'achat qui s'amenuise pour que les bénéfices des patrons puissent rester intacts ! La multiplication des luttes actuelles peut et doit déboucher sur une offensive générale de tous les travailleurs !

Cette offensive, nous devons de toute façon l'engager. C'est une nécessité vitale. Nous rentrons dans une période de difficultés économiques où il ne pourra pas y avoir de moyen terme : ou c'est le patronat qui détournera à son profit une partie de notre pouvoir d'achat, ou c'est nous qui lui imposerons de prendre sur ses bénéfices de quoi maintenir nos conditions d'existence !

L'objectif immédiat de l'indispensable offensive est clair. Il faut des augmentations de salaires importantes pour rattraper le pouvoir d'achat perdu. Et il faut garantir notre pouvoir d'achat par l'échelle mobile des salaires.

Dans une période d'inflation accélérée, il n'y a strictement aucun autre moyen de sauvegarder le salaire réel que l'indexation automatique, à chaque paie, sur les hausses de prix. Non pas, bien sûr, les hausses de prix telles qu'elles ressortent des indices truqués des officines gouvernementales, mais telles que nous les constatons nous-mêmes, jour après jour.

Dans un texte commun récent, la CGT, la CFDT et la FEN appellent à « la généralisation de l'action ». C'est exactement ce qui est indispensable. Encore faut-il que les confédérations syndicales fixent des objectifs généraux précis, proposent et préparent les moyens précis de l'action.

Une offensive générale des travailleurs est capable de faire reculer le patronat et le gouvernement sur l'échelle mobile de tous les salaires, pensions et retraites, et elle est la seule à pouvoir le faire.

Arlette LAGUILLER.

A NOS ABONNES

La grève des postiers pour l'augmentation des salaires et l'amélioration des conditions de travail a naturellement des incidences sur l'acheminement du courrier.

Nos abonnés recevront donc Lutte Ouvrière avec du retard. Nous les prions de nous en excuser.

sommaire

EN FRANCE

● Politique intérieure

Page 4

— Un juge menacé de sanction pour avoir rendu compte de son travail : une justice qui n'aime guère sortir de l'ombre.

Page 5

— L'affaire Europe n° 1 : l'indépendance de l'information.

— Le scandale des vins de Bordeaux : qui l'eût Cruse ?

Page 6

— Le PCF redore son blason.

Page 7

— Mitterrand en Guyane : un orfèvre de l'anticolonialisme.

● Dans les entreprises

Pages 8 et 9

— Dans les PTT : la lutte continue.

Page 12

— Hôpitaux : pas de crédits, mais une charte.

— Le contrôle médical patronal devant la justice.

Page 13

— Non aux licenciements.

Page 15

— Groupe Fortune - Assurances : la Fortune en faillite.

— Groupe d'Assurances Victoire : la direction avertit les nouveaux embauchés du sort qui les attend.

— Usinor tue.

Page 16

— RNUR - CTR (Rueil) : irrégularités aux élections de délégués du personnel.

DANS LE MONDE

Pages 10 et 11

— Il y a vingt ans commençait l'insurrection de l'Algérie.

Page 20

— La nourriture des hommes et les lois du marché.

DIVERS

Pages 17 et 18

— Feuilleton : Le dernier civil, de Ernst Glaeser.

Page 19

— L'Archipel du Goulag, de Soljenitsyne.

Histoires d'avortement... à suivre

EN conseil restreint, Giscard et ses ministres viennent de fixer les grandes lignes d'un projet de libéralisation de la législation sur l'avortement, qui devrait être soumis dans un délai d'une quinzaine de jours au vote de la Chambre des députés.

Par rapport à toutes les réformes mises au point dans le passé, celle de l'actuel gouvernement est autrement plus satisfaisante. Tout d'abord, sur le plan juridique, la législation moyenâgeuse de 1920 — déjà rendue caduque dans les faits par la lutte de milliers de femmes et médecins — serait abrogée. L'avortement ne serait plus illégal et passible de lourdes peines, mais autorisé pendant les dix ou douze premières semaines d'une grossesse. Donc, c'en serait fini de cette plaie morale, de cette angoisse de l'avortement clandestin, qui, malgré tous les efforts de mouvements comme le MLAC (Mouvement pour la Liberté de l'Avortement et de la Contraception) qui ont rendu inapplicable la législation répressive en la matière, pèse encore lourdement sur la grande majorité des femmes.

C'en serait fini aussi de cette autre angoisse d'avoir affaire, pour avorter, à des expédients et à des moyens précaires qui compromettent souvent la santé voire la vie des femmes. Enfin serait mis définitivement un terme à cet avortement qui tue... les femmes.

Par ailleurs, le projet reconnaît — enfin ! — que c'est à la femme, et à elle seule, de décider si elle veut ou non assumer les conséquences d'une grossesse, même si cette reconnaissance est formulée sous la forme du droit des femmes à décider de leur état de « détresse morale ».

Bien sûr, il reste des ombres au tableau. D'une part, le principe du remboursement de l'avortement par la Sécurité sociale n'a pas été retenu, restriction dont les femmes des milieux les plus défavorisés vont bien évidemment faire les frais. D'autre part, et surtout, le projet de loi n'a pas encore été voté par la Chambre, par ces quelques centaines d'hommes politiques qui, comme toutes les discussions passées sur le sujet l'ont montré, péroreront et décideront soit en fonction d'une morale personnelle surannée et hypocrite, soit en fonction d'intérêts électoralistes mesquins, mais qui, tout « démocrates » qu'ils s'affirment, ne se sont jamais montrés prêts à se faire les champions du droit des femmes à disposer d'elles-mêmes.

La libéralisation effective de l'avortement est donc enfin à l'ordre du jour. Mais, quoi qu'il en soit, même au simple état de projet où elle demeure pour l'instant, elle n'est pas à mettre à l'actif de l'esprit « libéral » de Giscard, comme voudrait le faire croire une certaine presse. Ou plus exactement, si l'« esprit libéral »

est venu à nos gouvernants, c'est parce que des milliers de personnes se sont organisées depuis plusieurs mois pour qu'une législation inique, archaïque, bafouant les libertés les plus élémentaires des femmes, devienne caduque et soit finalement abrogée. « On ne mendie pas un juste droit, on se bat pour lui », avait inscrit sur son drapeau le MLAC. Les fem-

mes n'ont pas mendié le droit à l'avortement. Elles se sont en effet battues pour lui et c'est cette lutte, et elle seule, qui commence à porter ses fruits. Mais le projet de loi est encore imparfait, et surtout il n'est encore que projet. Aussi la lutte doit-elle continuer.

Michelle VERDIER.

Réunions publiques

lutte
ouvrière

● A ROUEN :

Mardi 19 novembre
20 h 30 - Halle aux Toiles

● A SAINT-ETIENNE :

Vendredi 8 novembre
20 h 30 - Amicale Tardy
rue Tardy

**Crise économique et
crise politique :
OU VA LA GAUCHE ?**

Une justice qui n'aime guère sortir de l'ombre

Le libéral Jean Lecanuet, ministre de la Justice de son état et libéral à la sauce Poniatowski, vient de demander l'interdiction provisoire d'un juge d'instruction et sa comparution devant le Conseil supérieur de la magistrature.

Selon **Le Monde**, la mesure serait sans précédent ou, plus exactement, elle n'aurait, depuis 1958, qu'un précédent : les poursuites engagées contre Serge Fuster (Casamayor) pour un article consacré à l'affaire Ben Barka.

Cette fois-ci, il s'agit apparemment de tout autre chose : M. Dujardin, le juge d'instruction visé, a tout simplement ouvert les portes de son cabinet à un journaliste du **Nouvel Observateur** et lui a permis, trois jours durant, d'assister à son travail... et d'en rendre compte aux lecteurs de son hebdomadaire.

Les prétextes invoqués contre le magistrat sont bien minces, puisqu'ils s'appuient sur la violation du secret de l'instruction, secret qui, en droit, n'est justifié que par la protection de la vie privée des justiciables et par les nécessités de l'instruction.

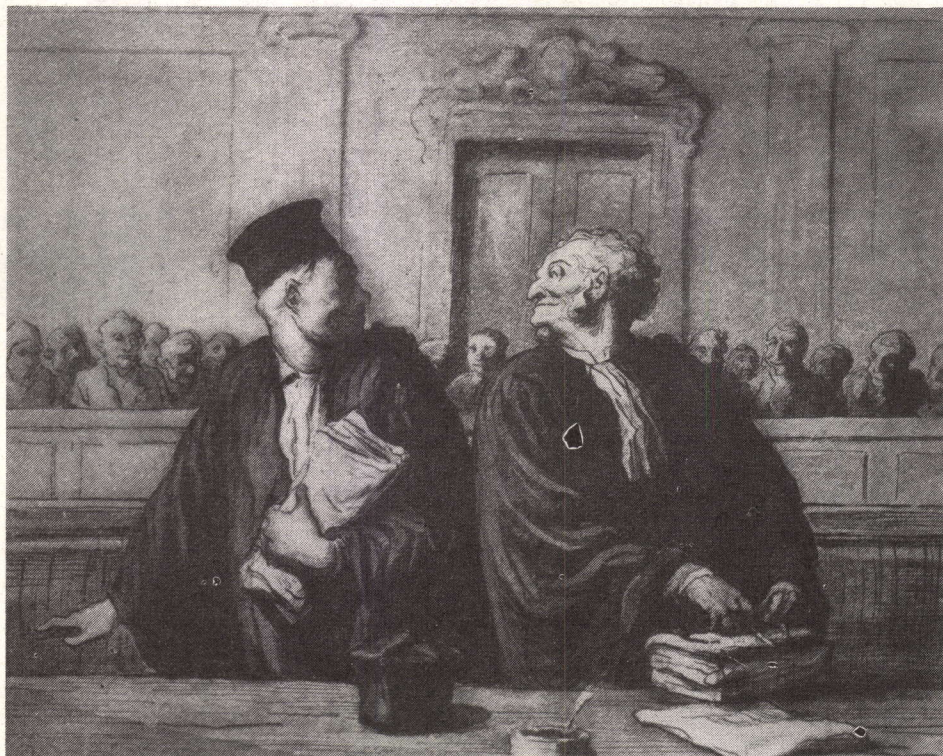
En réalité, le secret de l'instruction n'a rien à voir avec le « bon fonc-

tionnement de la justice ». Il est un paravent qui permet à l'appareil judiciaire de fonctionner dans l'ombre et sans aucun contrôle public, d'accélérer les procès ou de les classer, de charger les inculpés ou de les blanchir... et tout cela selon des critères qui sont aux antipodes mêmes de la justice.

Alors, dans ces conditions, l'on comprend aisément que quelques magistrats — jeunes pour la plupart et appartenant au Syndicat de la Magistrature, comme c'est le cas de M. Dujardin — tentent de « faire quelque chose » pour essayer de démocratiser la justice.

La caste qui a la haute main sur l'appareil judiciaire, tout entière crispée sur des privilèges et un autoritarisme d'un autre âge, ne les laisse pas faire et, d'une manière ou d'une autre, les sanctionne. Cela donne la mesure du libéralisme du régime !

Mais, quand bien même on laisserait entrer quelques bouffées d'air dans les cabinets des juges d'instruction et filtrer quelques informations, rien ne pourrait être changé au rôle fondamental de la justice. La machine ne peut être démocratisée : elle a été conçue pour opprimer.



Les privilèges d'autrefois n'ont guère changé : le public ne doit pas se mêler des affaires de la magistrature. (Gravure de Daumier)

Canaille raciste en uniforme

Il aura fallu quatorze mois pour que le frère de Ladj Lounès apprenne enfin quel était le meurtrier de son frère, assassiné le 29 août 1973.

C'est le seul des crimes racistes commis l'an dernier à Marseille et en Côte d'Azur, — y compris l'attentat à la bombe contre le consulat d'Algérie de Marseille —, qui connaisse un début de conclusion.

L'assassin de Ladj Lounès était donc un flic et c'est avec son arme de service qu'il avait assassiné ce jeune de 16 ans.

Le plus scandaleux est que des journaux comme *Le Méridional* et même *Le Provençal* trouvent des circonstances atténuantes au criminel : il était « traumatisé », paraît-il, parce qu'un jeune Algérien aurait importuné sa fille ! Si un Français était tué chaque fois qu'un autre Français importune une femme, la France serait un pays désert !

Pourtant, ce crime fut particulièrement odieux : à bord de deux voitures ces individus rôdèrent pendant la journée dans la cité provisoire de La Calade à Marseille, cherchant leur victime. Ils s'approchèrent d'un jeune de 16 ans, comme pour demander un renseignement, celui-ci avance. Le sous-brigadier Canto tira et fit même marche arrière pour achever ce jeune garçon qu'il n'avait sans doute jamais vu.

Ce crime prouve une fois de plus combien il est dangereux pour la sécurité publique de laisser de tels individus armés errer dans les villes, investis d'autorité de surcroît.



Au temps de la guerre d'Algérie (notre photo), le racisme de la police était ouvertement encouragé. Mais pour certains cette guerre n'est pas finie. (Ph. UPI)

Les prisons tuent

Le 19 octobre 1974, un nouveau décès était enregistré dans les prisons françaises : il s'agit de J-P Renaud, qui est mort dans sa cellule à la maison d'arrêt de Saint-Pierre de Lyon.

Pour le procureur de la République, l'affaire est simple, très simple, comme toujours d'ailleurs en pareil cas. Le jeune homme est décédé de « mort naturelle », d'un infarctus.

Cette version de la « mort naturelle » est contestée par le Comité d'Action des Prisonniers et par la fiancée de la victime qui envisage un dépôt de plainte contre l'administration. Selon eux, la mort serait moins naturelle qu'il n'y paraît, puisque le prisonnier s'était plaint de douleurs quelques jours avant sa mort, mais que ses doléances étaient restées sans écho et qu'on avait refusé de le transporter à l'infirmerie ou à l'hôpital.

Quoi qu'il en soit, une fois encore, les prisons ont tué, et cela n'a rien d'étonnant. L'administration trouvera toujours des faux-fuyants et se réfugiera derrière son immunité de fait. Mais cela ne changera rien à la réalité : les prisons sont faites pour punir et briser les individus. Cette fin justifie les moyens : brutalité et sadisme des gardiens, insalubrité généralisée, mépris pour les détenus. Dans ces conditions, rien de plus naturel que la multiplication des « morts naturelles ».

Pour la libération des prisonniers politiques calédoniens

Le 27 septembre, douze militants anticolonialistes étaient condamnés par le tribunal de Nouméa en audience de flagrant délit à des peines de prison ferme allant de deux à six mois.

La justice coloniale leur reproche d'avoir provoqué un incident le 25 septembre lors du procès de deux de leurs camarades qui avaient manifesté au passage d'un défilé militaire célébrant la présence française en Nouvelle-Calédonie : assis dans les travées du public, ils avaient applaudi aux déclarations des deux inculpés et refusé d'évacuer la salle lorsque le président l'ordonna.

Les deux manifestants en cause ont été condamnés à des peines de huit et quinze jours de prison ferme.

Nous dénonçons le caractère abusif et arbitraire des peines prononcées.

Nous exigeons la libération immédiate et l'acquittement des treize prisonniers politiques dont les noms suivent :

Jean-Paul CAILLARD, (trésorier de l'UJC) : 6 mois.

Jean-Jacques BOURDINAT (secrétaire général de l'UJC) : 6 mois.

Jean-Pierre DEVILLERS (membre du comité directeur de l'UJC) : 6 mois.

Déwé GORODEY (présidente des Foulards rouges) : 4 mois.

Robert CASOLA (responsable de l'union pacifiste) : 4 mois.

Suzanne BOLE, Michaela BRIANT, Frédéric BRIANT, Sylvaine NEA, Abel BOUILLANT, Gabriel MONTEPAO : 2 mois.

Un nouveau procès aura lieu devant la Cour d'appel ce 29 octobre. A Nouméa et en France, nous en ferons le procès du colonialisme français.

Mais les forces gouvernementales ne s'arrêtent pas là. Des éléments d'extrême-droite organisent des expéditions vengeresses. Il semble qu'ils jouissent d'une sympathie toute particulière des autorités locales, puisque l'un d'eux est le maire de la commune de Touho, M. Esposito. Ils comptent déjà leurs premières victimes, M. Elie Pouagoun. Ce dernier s'est fait agresser par un commando alors qu'il inscrivait des slogans sur les murs de la ville. Il a été déposé dans le coma au commissariat de Nouméa.

D'autre part, Déwé Gorodey et Yvet-

te Montepao sont appréhendées, mais cette fois par un car de gendarmes, sans aucune raison apparente.

Parallèlement, six grévistes de la faim attendent les résultats de la Cour d'appel. L'un d'eux est actuellement dans la salle de réanimation de l'unique hôpital de Nouméa.

Le peuple calédonien veut survivre et s'assumer seul. Il se libérera de l'oppression colonialiste française.

COMITE POUR LA LIBERATION
ET L'ACQUITTEMENT
DES PRISONNIERS POLITIQUES
CALEDONIENS
Julien Dillenseger
16 ter, rue Censier,
75005 PARIS
CCP PARIS n° 971-240

INDÉPENDANCE DE L'INFORMATION ?

LE limogeage de Siegel, directeur général d'Europe N° 1, a soulevé quelque émotion dans la presse écrite et parlée.

Certains, en particulier ceux qui ont été pressentis pour lui succéder ou pour remplacer Leroy, directeur de l'information à ce même poste, démissionnaire, ont cru bon de prendre quelque peu leurs distances vis-à-vis de ce licenciement, et de rappeler leur attachement à l'indépendance de l'information.

Mais de quelle indépendance s'agit-il ?

Europe N° 1 est géré par un comité de trois personnes, dans lequel Denis Baudouin, qui est aussi par ailleurs délégué général à l'information, représente la SOFIRAD. Laquelle SOFIRAD (société financière de radio-diffusion) est à 99 % entre les mains de l'Etat. Comme son nom l'indique, cette société a pour but de financer la prise de participation de l'Etat dans différents postes privés, comme, par exemple, Radio Monte-Carlo (contrôlée à 83 %), Sud-Radio (à 99 %) ou Europe N° 1 (à 35,5 %).

Mais si la SOFIRAD, autrement dit l'Etat, n'est pas majoritaire au niveau d'Europe N° 1, cela ne l'empêche pas d'imposer un contrôle strict sur ce poste, et le limogeage de Siegel en est un exemple.

Bien sûr, la SOFIRAD s'est défen-

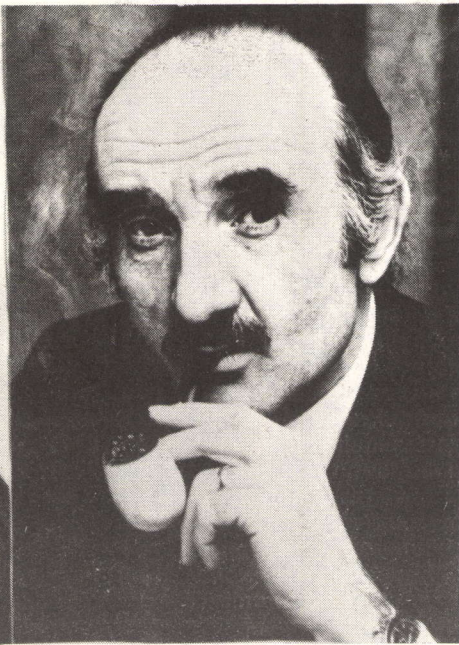
due de toute arrière-pensée politique, puisque, dit-elle par l'intermédiaire de son représentant Denis Baudouin, ce qui est en cause, c'est la durée du mandat de Siegel.

Selon lui, on l'aurait assez vu, puisqu'il est à ce poste depuis vingt ans, détail qui est d'ailleurs inexact : Siegel est directeur d'Europe N° 1 seulement depuis 1961 mais, comme on le voit, M. Baudouin ne s'arrête pas aux détails ! Il a ajouté aussi, pour faire bonne mesure, que la qualité d'Europe N° 1 se dégradait du fait du ton « persifleur » adopté par la station.

La réaction à ce limogeage a été unanimement de considérer cela comme une affaire politique, et d'y voir une tentative de reprendre en main un poste qui semblait prendre un peu de distance par rapport à l'orthodoxie gouvernementale.

Mais s'il y a bien évidemment l'emprise gouvernementale sur ce licenciement, pour ce qui est de l'esprit d'indépendance que l'on reproche à Europe N° 1, il s'agit effectivement d'un pur esprit. Car, pas plus que l'ex-ORTF, entièrement inféodée au gouvernement, les postes périphériques n'ont de réelle autonomie par rapport à lui. On peut s'en rendre compte quotidiennement.

La seule différence, c'est que ces stations ne veulent pas se sentir aux



Maurice Siegel et son adjoint Jean Gorini. Le premier est licencié, le second démissionne. Et pourtant le « persiflage » n'était pas de l'indépendance. (Ph. AFP)

ordres et cultivent dans l'esprit des auditeurs une image d'elles-mêmes plus frondeuse, plus autonome, d'où l'adoption de ce ton « persifleur », qui prouve peut-être une certaine indépendance dans le ton, mais sûrement pas sur le fond.

D'ailleurs ce ton, dont on connaît les limites, n'a pas pour fonction de mieux servir l'information, mais d'attirer la clientèle des annonceurs. MM. Sylvain Floirat et Jean-Paul Lagardère, membre du Conseil d'administration d'Europe N° 1 et de quelques grosses sociétés (dont les engins Matra), sont experts en la matière. Et leur « persiflage » ne dépassera pas,

dans le pire des cas, les limites du système. De ce côté, le gouvernement n'a rien à craindre.

Mais en fait, d'indépendance par rapport au gouvernement ou aux puissances d'argent, il n'y en a pas, ni à Europe N° 1, ni au niveau de la grande presse écrite et parlée d'information. La bourgeoisie, directement ou par l'intermédiaire de son Etat, a toujours contrôlé l'information, d'une façon plus ou moins directe, et le limogeage de Siegel ne fait que rappeler que le gouvernement Giscard, malgré les allures de libéralisme qu'il voudrait se donner, ne fait nullement exception à la règle. P. ROULET.



Une vulgaire piquette... qui valait de l'or.

(Ph. AFP)

QUI L'EUT CRUSE ?

La dégradation générale de tous les produits de l'alimentation est depuis longtemps chose évidente. Des machines à humidifier le jambon, pour augmenter son poids, au lait d'où toute crème a disparu, en passant par toutes les huiles douteuses, les exemples ne manquent pas dans l'art de gruger les consommateurs.

Quelques privilégiés pouvaient cependant se croire à l'abri et, leur portefeuille aidant, se vanter de ne boire et ne manger que du meilleur.

Quelle tristesse ! Ne voilà-t-il pas que le Bordeaux payé à prix d'or, qu'ils dégustaient à leurs dîners fins,

n'était que de la vulgaire piquette. Car, d'après ce qu'on en a dit au procès de Bordeaux, c'est en effet une pratique générale utilisée par tous les négociants que de remplir des bouteilles, étiquetées aux noms de quelques crus prestigieux, d'un vin beaucoup plus ordinaire.

A défaut de leur palais, le moral des bourgeois buveurs de « Bordeaux » doit être bien atteint : non seulement ils ont été roulés, mais encore ridiculisés. Et c'est sans doute ce qu'ils pardonnent le moins aux faussaires des Chartrons : ne pas s'être aperçus tout seuls qu'on leur faisait boire de la piquette à la place d'un nectar.

DES ENSEIGNANTS EN LUTTE POUR LEURS CONDITIONS DE TRAVAIL



(Ph. A.E.P.)

DEPUIS un mois environ, des professeurs dans différents lycées, à Montrouge, à Orléans et en Loire-Atlantique ont engagé une opération baisse des effectifs. Celle-ci consiste à limiter à 25 le nombre des élèves dans les classes surchargées, les élèves en surplus étant envoyés à tour de rôle en permanence.

Ces enseignants ne seront pas payés ; ainsi en a décidé souverainement M. Haby. Cependant ils ne sont nullement en grève, ils assurent normalement leur service. Mais le ministre de l'Education nationale est insensible à ces arguments de droit et de simple bon sens. Il s'agit de réprimer.

Que des enseignants prétendent remettre en cause le bien-fondé des circulaires ministérielles qui imposent qu'on applique les maxima de 35 élèves dans les petites classes du 1^{er} cycle et de 40 dans le second, voilà le scandale pour M. Haby. Les arguments des professeurs, qu'il est impossible de donner un enseignement valable, de s'occuper réellement des élé-

ves dans des classes surchargées, M. Haby s'en moque.

D'ailleurs n'a-t-il pas déclaré aussi qu'il y avait trop d'étudiants ? Alors qu'importe si les conditions d'enseignement se dégradent encore ; plus il y aura d'échecs scolaires, d'abandons des études avant même le baccalauréat, moins il y aura d'étudiants.

Surtout, a déclaré le ministre dans un de ses moments de franchise, la revendication des enseignants coûterait trop cher. En effet, s'il fallait ramener à 24 élèves les 250.000 classes du 1^{er} et du 2^e cycle, il faudrait créer environ 100.000 postes, ce qui entraînerait une hausse du budget de 6,4 %. Impossible ! Pensez donc : il faut faire des économies !

Réprimer est plus facile que payer... tant qu'on n'a affaire qu'à un mouvement d'enseignants décidés mais minoritaires. S'ils veulent se faire entendre, obtenir une amélioration de leurs scandaleuses conditions de travail, les enseignants doivent suivre la voie ouverte par les postiers...

Cécile BERNIER.



LE PCF REDORE SON BLASON

LES dirigeants du PCF ne démordent pas dans la « querelle » qui les oppose au PS. Ainsi Georges Marchais déclarait-il, le 1^{er} novembre, à Genève : « *Le pouvoir voudrait élargir sa base sociale et politique, très rétrécie. Aussi développe-t-il une campagne idéologique qui vise à la mise en œuvre de nouvelles formes de collaboration de classe, à une nouvelle mouture d'« union sacrée ».* De tels propos visent autant Giscard et le gouvernement que les partenaires du Programme commun. D'ailleurs, s'il fallait que les points soient mis sur les i, l'Humanité du lendemain s'en est chargée. Répondant à un article de l'hebdomadaire du PS, l'Unité, qui s'indignait que les dirigeants du PCF aient procédé « à des imputations de mauvaise foi » contre les socialistes, l'organe du PCF précise sèchement : il ne s'agit pas d'imputations, mais de faits.

Et cette polémique grinçante risque de durer encore quelque temps, car les raisons qui la motivent subsistent. Non pas que le PCF craigne plus particulièrement, aujourd'hui, que son partenaire rompe ses alliances avec lui. Une telle hypothèse n'est pas, dans les circonstances actuelles, dans l'ordre des probabilités. Et le serait-elle, que les admonestations du PCF seraient totalement impuissantes à l'empêcher de se réaliser. Par contre, Marchais et les autres dirigeants du PCF s'efforcent, en raidissant leur attitude, de contrecarrer la remontée électorale du PS car, si elle se confirmait, elle risquerait de coûter cher au PCF, lors de futures élections législatives générales. En effet, la loi électorale est telle qu'un faible glissement de l'électorat du PCF vers le PS risquerait de provoquer une perte considérable de sièges pour le PCF. D'autant que la composante la plus modérée de l'électorat de la gauche favorise, dans le scrutin uninominal à deux tours tel qu'il existe aujourd'hui en France, le candidat du PS au détriment du candidat du PCF. C'est ce

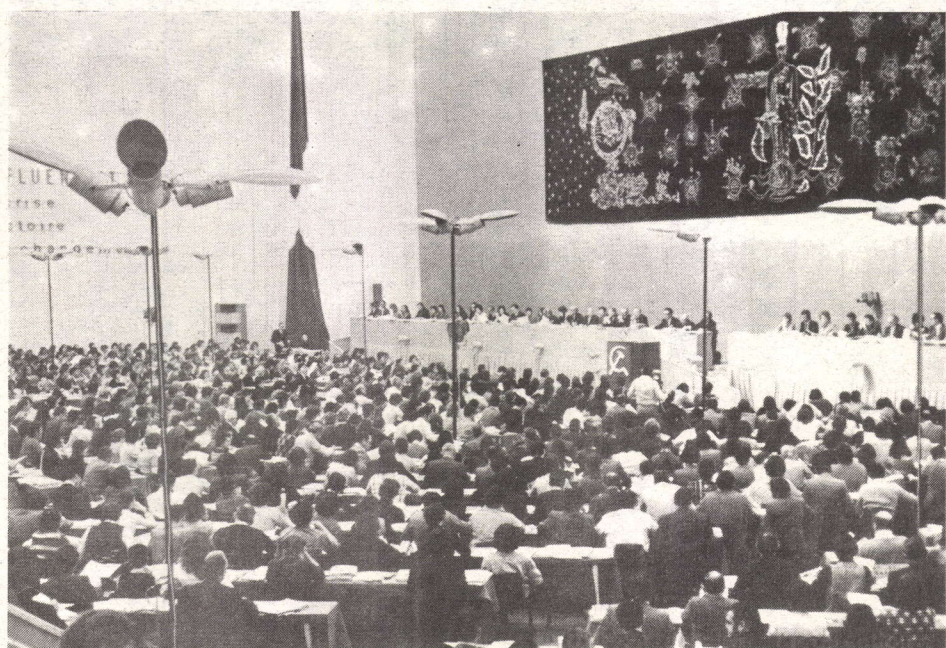
vague de mouvements grévistes, qui commençait à se développer en avril dernier, au profit de la crise électorale — grève des Chantiers de l'Atlantique, de la Saviem — soutient les grèves actuelles, y compris quand elles prennent des formes radicales. Grèves défensives, pour la défense de l'emploi, telles celles du « France », de Titan-Coder ou des Houillères de Lorraine, qui, même si elles se prolongent, peuvent difficilement être à l'origine d'un élargissement ; mais aussi des mouvements qui concernent les salaires, telle la grève des PTT qui porte sur les conditions de travail, mais aussi sur des revendications salariales. Car il ne peut faire de doute que, dans ce mouvement, la CGT, non seulement n'a pas freiné, mais même a œuvré à son extension. Dans le même temps, on la voit envisager des mouvements dans d'autres secteurs, tels la SNCF ou l'EDF-GDF.

Certains, dans l'extrême-gauche, voient dans cette attitude le résultat de la pression de la base. Certes cette pression existe. Elle se manifeste au travers de l'ampleur du mouvement. Mais il serait simpliste d'y voir la raison de l'attitude actuelle du PCF. Combien de fois le PCF n'a-t-il pas su, de toutes ses forces, s'opposer à cette pression ? Non, si aujourd'hui le PCF se permet de lâcher la bride, c'est qu'il estime que la situation politique le lui permet. Car des grèves, même puissantes, dans les circonstances actuelles, ne remettent pas en question la stratégie politique du PCF, parce que les échéances politiques ne sont pas immédiates.

Et même, dans une certaine mesure, ces grèves, telles qu'elles se déroulent, loin de desservir ses projets, les servent. Car, en intervenant ainsi sur le terrain des luttes sociales, il fait la démonstration de son influence réelle, de sa puissance. Influence et puissance avec lesquelles ses partenaires doivent compter, en dépit de leurs succès sur le terrain électoral. De même, il regagne ainsi auprès de



Manifestation pour l'emploi le 25 octobre à Paris : le PCF n'hésite pas à soutenir les luttes actuelles. (Ph. ADJA)



Le congrès du PCF. Resaisir les militants et l'électorat. (Ph. AFP)

qu'ont montré les élections partielles récentes.

Mais si le PCF se permet aujourd'hui de prolonger cette polémique, s'il maintient une attitude plus tranchée, c'est que, selon toute probabilité, les échéances électorales ne sont pas prochaines. Si, en ce domaine, le calendrier est maintenu, les législatives auront lieu dans plus de trois ans, tandis que les présidentielles sont prévues en 1981. Et il semble, si l'on en croit les déclarations de Giscard, de Chirac et de Poniatsowski, que le gouvernement n'ait pas l'intention de procéder à des élections anticipées. Dans ces conditions, le PCF dispose de tout son temps pour tenter de ressaisir ses militants et son électorat. Il veut donc profiter du délai qu'il estime avoir, pour procéder lui aussi au rééquilibrage de son influence électorale.

C'est dans la même optique qu'on le voit, aujourd'hui, prendre en charge des mouvements sociaux d'envergure, qui l'embarrasseraient certainement plus si les échéances électorales étaient proches. Car le PCF, qu'on avait vu freiner et même arrêter la

son public l'influence qu'il aurait pu perdre du fait de son effacement derrière Mitterrand lors des élections présidentielles.

Certains militants sont aujourd'hui d'autant plus déboussolés qu'ils avaient caractérisé le PCF et, à sa remorque, la CGT comme le frein systématique, essentiel, à toute lutte sociale. Cette vision relève de l'analyse gauchiste la plus sommaire et ne peut rendre compte de la réalité. Le PCF peut en effet prendre en charge des luttes sociales importantes. Il l'a d'ailleurs fait, même dans un passé récent. Plus même, il doit le faire, tant qu'il reste dans l'opposition, sous peine de voir son crédit s'amenuiser au sein de la classe ouvrière. Et ce crédit est, pour lui, essentiel, dans la mesure où il constitue la seule monnaie d'échange dont il dispose pour imposer sa présence au côté du PS, dans un éventuel gouvernement bourgeois. Oublier cela, c'est se condamner à ne rien comprendre au déroulement des luttes de la classe ouvrière, donc se condamner à prendre ses désirs pour la réalité.

Jean-Pierre VALI

Mitterrand, orfèvre de l'anticolonialisme ?

MITTERRAND, après être passé à Cuba, vient de terminer une tournée en Guadeloupe, Martinique et Guyane.

Tout a été dit sur le folklore qui a présidé à ce périple. Le secrétaire du PS y a ajouté sa note personnelle. Car il n'a pas été chiche en déclarations d'autant plus généreuses qu'elles restent générales. La démagogie a coulé à flots durant le voyage. On y a été de quelques phrases sur le chômage et la misère. On a brocardé Giscard et les grands responsables de la situation. Celui qui se fait appeler François par les siens continuait sa dernière campagne électorale... ou plutôt entamait la prochaine.

Car le leitmotiv de la tournée était : « Faites confiance à la gauche française, aidez la victoire de cette gauche ». Cette « gauche » qui évoque aujourd'hui les misères des populations de ces prétendus départements français, qui feint de découvrir le chômage qui y règne, a certes des références en la matière, mais pas de celles qui incitent à la confiance. Car c'est elle, entre autres, qui préside à la mise en place de cette trop fameuse départementalisation, en 1946, dont on a pu constater les effets, au pourcentage de chômeurs et au degré de misère qui marque la situation des populations de ce pays.

Et dans cette gauche, Mitterrand est un orfèvre. Il disait déjà en 1954, à propos de l'Algérie « L'Algérie c'est

la France, la seule négociation, c'est la guerre ». Il n'était pas encore socialiste, simplement membre de l'UDSR, au côté de Pleven. Mais il était ministre de l'Intérieur, ce qui conférait à ces propos une singulière efficacité.

Comme il ne renie pas ce passé et cette politique aujourd'hui, il faut en déduire qu'il le considère encore comme le garant de son anticolonialisme actuel.

Autre orfèvre, Guy Mollet, membre du même parti que Mitterrand aujourd'hui, manifesta sa compétence en matière « d'anticolonialisme » en accentuant la guerre d'Algérie en 1956. Et nous ne citons, parmi les hauts faits de ces personnages que les plus significatifs.

Car cette « gauche » a un palmarès fourni et éloquent en ce qui concerne la défense des intérêts colonialistes de la France.

Et c'est pour cette « gauche » que Mitterrand sollicite aujourd'hui la confiance des colonies ! Mitterrand va même jusqu'à affirmer, en Guyane, « Nous sommes ici pour comprendre ce qui s'y passe. Nous sommes venus pour réfléchir ». Plutôt que de s'interroger longuement, le néophyte Mitterrand François aurait plus vite fait de se renseigner auprès du vieux routier François Mitterrand, et si cela ne suffisait pas, auprès du brillant anticolonialiste Guy Mollet.

Jean-Pierre VALI.



Mitterrand lorsqu'il était ministre. Son langage à propos des colonies n'était pas le même qu'aujourd'hui. (Ph. AFP)

21^e Congrès du PCF :

Il n'y a pas de place !

Un journal, et un seul à notre connaissance, s'est vu refuser l'accès aux tribunes de presse lors du congrès de Vitry du PCF.

Il s'agit sans doute, allez-vous penser, d'un journal de droite, *Le Figaro* ou *L'Aurore* par exemple... Non, vous n'y êtes pas, le PCF s'en est pris à *Politique-Hebdo*.

Selon cet hebdomadaire, Gaston Plissonier, un des dirigeants du PCF aurait répondu à la demande de P.H. : « Il n'y a pas de place... Nous invitons ceux avec qui nous avons l'habitude de travailler. Et nous n'avons pas l'habitude de travailler avec vous. »

Voilà qui est clair et qui remet chacun... à sa place.

Ah ! si *Politique-Hebdo* avait été un journal gaulliste, c'est bien volontiers qu'il aurait été accueilli au congrès du PCF !

UNE MINUTE

Désormais, de 19 h 18 à 19 h 19, chaque jour, la télévision programme « la minute des femmes » : une femme s'adresse aux femmes, et, d'un air complice, leur parle des problèmes des femmes.

Inutile de dire qu'en soixante secondes, il n'est pas question de dire grand-chose... quand bien même la présentatrice le voudrait.

En octroyant ces soixante secondes aux femmes, l'ORTF leur montre en fin de compte — bien involontairement sans doute — quelle est la place que cette société leur accorde.

A Sofesa (Elbeuf) :

Les ouvrières contrôlent elles-mêmes l'évolution des prix

SOFESA est une usine qui fabrique des contacts industriels et emploie essentiellement des femmes. En mai dernier, la direction avait dépassé les bornes en nous payant au-dessous du SMIC. Certaines d'entre nous avaient 5,90 F comme taux horaire, alors que le SMIC était à 5,95 F. Par une grève très suivie (90 % de grévistes) et organisée par un comité de grève élu, nous obligeons le directeur à lâcher 40 centimes sur le taux horaire. De plus, il s'engageait à maintenir l'écart entre nos salaires et le SMIC.

Dès le retour des vacances, nous avons fait le point. Pour calculer réellement l'augmentation du coût de la vie, nous sommes partis, non pas des indices truqués servant à calculer le SMIC, mais de l'évaluation d'un panier contenant seize articles de consommation courante. Le tableau mettant en évidence l'augmentation réelle de ces articles est paru dans le bulletin de la section CFDT de l'usine le 1^{er} octobre.

Tous ces achats ont été faits dans le même magasin. La hausse est de 9 % en moyenne pendant



Que valent les discours et les indices officiels ? Les seuls indices réels sont encore... les étiquettes des prix. (Ph. ADJA)

	Pain	6 œufs	Pâtes	Bœuf (500 g)	Sardines	Vin	Conf. d'abr.	Camembert
AVRIL	0,75	2,30	1,85	11,33	1,25	2,75	3,20	3,45
SEPTEMBRE	0,85	1,80	1,85	11,60	1,45	2,85	3,30	3,35
	Lait	Patates (3 kg)	1/4 beurre	Lentilles (500 g)	Huile	Pet. pois	Riz	Chocolat
AVRIL	1,29	1,90	2,95	3,00	6,55	3,00	6,00	1,75
SEPTEMBRE	1,31	4,20	3,60	3,00	7,70	3,50	6,00	1,95
	TOTAL AVRIL : 53,32 F.				TOTAL SEPTEMBRE : 58,26 F.			

ces quelques mois. Pourtant, l'opération « coup de frein sur les prix » était en « vigueur », si l'on peut dire, sur deux articles : les camemberts et les pâtes !

Avec nos 1.200 F ou 1.300 F par mois pour vivre, nous ne faisons pas le poids face aux augmentations. C'est en calculant nous-mêmes l'augmentation de la vie que

nous voyons réellement où nous en sommes et quels sont nos besoins, quoi qu'en disent les indices officiels et quel que soit le SMIC !

POSTIERS : LA L



● TRI NORD

La grève est de nouveau totale. Le service administratif qui avait repris le travail, l'a de nouveau arrêté sous notre pression.

D'assemblée générale en assemblée générale, le vote pour la continuation est unanime. Et aux résultats des négociations, nombre d'entre nous disaient qu'il « n'était pas question de reprendre le boulot sans nos 1.700 F et le paiement de nos jours de grève ».

Pour résister au froid, au piquet de grève, nous nous réchauffons autour d'un brasero tout en discutant avec les usagers qui passent devant le centre et en faisant cuire des merguez.

Tracts à la population, confection d'affiches, collages autour du centre et dans

le quartier, préparation des manifestations tels sont nos principales activités.

● TRI AUSTERLITZ

A Austerlitz, nous nous sommes installés dans la grève. Et le froid de ces derniers jours ne nous a pas pris au dépourvu : nous faisons un feu de bois pour nous réchauffer au transbord et certains grillent des marrons. Le moral est au beau fixe, jamais auparavant nous n'avions eu l'occasion de discuter aussi librement entre nous, de la grève mais aussi de tout ce qui nous intéresse.

Les gens viennent aux nouvelles pour nous encourager, chaque distribution de tracts d'information aux bouches de métro nous montre bien que notre grève rencontre la sympathie et la solidarité de tous ceux qui travaillent. C'est pourquoi aujourd'hui nous restons tous sur le pied

de guerre jusqu'à ce que nous obtenions notre dû.

● TRI CLIGNANCOURT

Sur près de quatre cents grévistes, une soixantaine participent depuis le début de la lutte aux diverses activités : distributions de tracts, collages d'affiches, prises de paroles sur les marchés du quartier, etc.

Maintenant que nous savons que les négociations entre les syndicats et le secrétaire d'Etat aux PTT n'ont débouché sur rien, nous sommes plus que jamais décidés à continuer. Certains travailleurs ont même reposé en assemblée générale la question de l'occupation des locaux et de l'extension de la grève à l'ensemble de la fonction publique.

C'est dire qu'à Clignancourt personne ne songe à abandonner la lutte avant d'avoir obtenu satisfaction.

L ES postiers entament maintenant leur troisième semaine de grève et c'est toujours avec la même unanimité et la même détermination qu'ils revotent la grève cette semaine.

Il faut dire que le cynisme du gouvernement n'a d'égal que le ridicule de ses propositions. M. Lelong est pourtant fort content de lui : il accepte de considérer les postiers des centres de tri comme « personnel en service actif » et leur donne la retraite à 55 ans. Mais c'est tout ce qu'il veut céder en matière de réduction du temps de travail. Il promet la titularisation de 6.000 auxiliaires. Mais il en existe 100.000 aux PTT qui peuvent être licenciés du jour au lendemain sans préavis ni indemnités. On peut constater que M. Lelong, qui fait de grands discours sur le démantèlement et la privatisation du service public, accepte de fort bon gré que l'Etat ait trouvé par le biais de l'embauche massive d'auxiliaires une belle façon de tourner le statut des fonctionnaires. En matière de salaires, le ministre augmente de 45 % la prime de résultat d'exploitation dont le montant annuel serait porté à 1.500 F et se refuse absolument pour l'instant à négocier sur les revendications des postiers.

Le ministre se moque des postiers et ceux-ci l'ont bien senti. Ils n'ont

Des postiers de

M ERcredi 30 octobre, au siège de la CFDT, un permanent de la Fédération donnait le compte rendu des négociations. Près de deux cents militants, de tous les bureaux de poste, des centres de tri, des centres de chèques étaient là pour avoir les premières nouvelles.

Nous apprenions que Lelong ne nous accordait que des miettes :

— six mille titularisations d'auxiliaires, alors que nous sommes cent mille auxiliaires soit un quart du personnel ;

— 20 centimes d'augmentation pour les heures de nuit ;

— quelques centaines d'emplois pour 1975 et 1976... et autres broutilles. C'était se moquer de nous.

Ne laissant pas le temps au ponton CFDT de palabrer sur la fermeté du gouvernement, nous exigeons des explications en ce qui concerne nos revendications salariales, ce qui dans les centres de tri nous tient le plus à cœur.

Dans les Centres de Chèques Postaux p

● A BOURSEUL

Chaque matin, à 7 h 30, a lieu une réunion du personnel où nous nous retrouvons à une soixantaine (essentiellement des militantes syndicales) pour débattre de divers sujets. Et c'est à bâton rompu que la discussion roule sur la mise en électronique aux Chèques, sur le pouvoir d'achat, les négociations.

Depuis le début de cette semaine, les tracts syndicaux ne présentent plus notre revendication de 200 F pour tous que comme un acompte à valoir sur les revalorisations futures et « oublient » de parler des 1.700 F.

Aussi c'est sur le contenu réel de nos revendications qu'ont porté une grande partie des débats cette semaine, mais là-dessus, les responsables syndicaux s'en sont tirés par des pirouettes : « le mot acompte n'est qu'un terme technique dans les négociations, c'est bien les 200 F immédiats que nous réclamons » ; quant aux 1.700 francs manquant sur les tracts, c'était « un oubli ».

Mais aux assemblées générales du

personnel (deux cents à trois cents personnes, le gros des grévistes n'arrivant qu'en cours de matinée), il n'est pas toujours possible de prendre la parole : tout ce que nous demandent les responsables syndicaux, c'est d'écouter leurs interventions puis de voter la continuation de la grève. Même les simples questions sont mal venues et ils ne prennent pas toujours la peine d'y répondre quand ils ne couvrent pas purement et simplement avec leur micro, la voix de celles qui veulent intervenir. Car les syndicats ne tiennent pas à voir trop de grévistes participer activement à la grève (ils ne manquent pas une occasion de rappeler que seule l'intersyndicale décide !).

Par contre, la participation des grévistes des Chèques Postaux aux manifestations et surtout à la grande manifestation au ministère des PTT lundi 28 était imposante et enthousiaste, montrant que nous sommes bien décidées à mener la lutte jusqu'à satisfaction de nos revendications.

Une conférence de presse a eu lieu mardi 29 octobre dans l'après-midi au centre de chèques postaux Bourseul. C'est devant plusieurs centaines d'employées que les syndicats ont répondu aux questions des journalistes de France-Soir, de l'Humanité et de notre journal, Lutte Ouvrière.

Au cours de cette conférence, les syndicats ont dénoncé devant la presse nos conditions de vie, nos conditions de travail, la discipline, les sanctions, etc. Ils ont également rappelé nos revendications et pourquoi nous étions en grève.

Un militant CGT s'est attaqué au journal France-Soir, demandant au journaliste de s'expliquer sur les gros titres et articles de ce journal peu favorables aux grévistes. Ce militant fut chaleureusement applaudi par la salle.

En fait, peu de questions ont été posées par les journalistes. Notre camarade de Lutte Ouvrière, quant à elle, a posé deux questions sur nos revendications :

« Est-ce que la plate-forme reven-

dicative contient le paiement intégral des heures de grèves ? Sinon, pourquoi ? »

Les syndicats ont à nouveau affirmé que l'administration était responsable de la grève et que c'était à elle de payer — comme en 1968. Mais que « nous nous battons pour l'aboutissement de nos revendications et non pour avoir les jours de grève payés ».

Deuxième question : « Pourquoi formulez-vous votre revendication de 200 F en parlant d'acompte et non d'augmentation uniforme ? Si la révision des grilles hiérarchiques prend plusieurs mois, l'administration ne prendra-t-elle pas prétexte de cet acompte pour bloquer toute autre augmentation de salaire ? »

Réponse des syndicats : La dégradation du pouvoir d'achat est telle qu'une mesure immédiate est nécessaire. Il faut rattraper le temps perdu et nous demandons 200 F à valoir sur les négociations qui s'engageront sur le pouvoir d'achat. 200 F tout de suite, et ensuite nous verrons comment le négocier.

LUTTE CONTINUE

pas fait deux semaines de grève pour se contenter de broutilles et plus que jamais ils sont décidés à obtenir satisfaction sur l'ensemble de leurs revendications et en particulier sur les salaires.

Car comme tous les travailleurs, ceux de la fonction publique sont touchés par la hausse des prix d'autant plus durement que depuis des années la politique du gouvernement a été de laisser les salaires prendre un gros retard sur les prix. Cette année encore les fonctionnaires n'ont eu que 11,5 % d'augmentation alors que les prix ont augmenté de bien plus. Ainsi les auxiliaires doivent à l'heure actuelle se débrouiller pour vivre avec 1.300 F par mois.

Les postiers réclament une augmentation de 200 F par mois pour tous et 1.700 F minimum. Voilà bien qui est indispensable pour combler le retard pris depuis des années par leurs salaires.

Pourtant certains postiers ont été fort étonnés cette semaine de voir que les 1.700 F minimum avaient disparu de la plateforme publiée un peu partout dans les tracts communs aux trois fédérations syndicales CGT-CFDT-FO et que les 200 F mensuels pour tous étaient revendiqués sous forme « d'acompte à valoir sur le contentieux PTT », formule on ne peut plus ambiguë qui peut permettre à

l'administration de refuser les mois suivants aux postiers les augmentations de salaires qu'elle leur aura ainsi donné d'avance sous forme « d'acompte ». Et ce n'est pas parce que FO s'est lié les mains en signant en juillet dernier un accord salarial qu'il faut que les revendications des postiers soient ainsi transformées en simple avance sur les augmentations prévues. Dans ces conditions l'unité syndicale se fait au détriment des postiers. Pour ceux-ci en effet les 200 F ne constituent qu'un rattrapage qui ne doit pas préjuger des augmentations à venir. Mais il reste aux postiers à imposer que la revendication des 200 F et de la revalorisation régulière de leurs salaires, c'est-à-dire l'échelle mobile soit clairement posée face à l'administration.

Car imposer l'échelle mobile, c'est en effet la seule garantie que l'administration ne pourra pas reprendre demain ce qu'elle aura été contrainte de céder et que les 200 F ne seront pas annulés en un rien de temps par la hausse du coût de la vie.

A l'heure où les autres secteurs de la fonction publique, en particulier la SNCF et l'EGF, vont manifester eux aussi leur mécontentement, à l'heure où une lutte d'ensemble de toute la fonction publique est à l'ordre du jour, les travailleurs peuvent imposer au gouvernement de ne pas faire les frais de l'inflation.

● LILLE

A l'heure où nous écrivons, la deuxième semaine de grève est bouclée pour la plupart des postiers de Lille et de la banlieue.

Le centre de tri de Lille-Gare est toujours en grève à 100 %, et les pourcentages de grévistes de Lille-Chèques, Lille-Inter, des lignes, varient toujours entre 60 et 80 %. Aux assemblées générales des personnels PTT, la reconduction de la grève est votée journellement par acclamations.

Les quelques miettes lâchées par Lelong au cours des négociations ne nous incitent pas à reprendre le travail, bien au contraire.

C'est plutôt du côté des syndicats qu'il semble y avoir un changement de ton : nous sommes nombreux à avoir remarqué que la CGT et la CFDT ne parlent plus maintenant que de « lutter jusqu'à la satisfaction du maximum de nos revendications ». Quant à FO, ses réunions de syndiqués se font maintenant à part car les

responsables de FO refusent de lutter pour les 1.700 F minimum, prétextant que l'objet de la grève ne peut pas être de toucher au budget, puisque celui-ci est discuté par ailleurs !

Mais nous avons encore démontré notre détermination à la manifestation du 30 octobre qui, outre les postiers, réunissait de nombreuses autres catégories de travailleurs. On remarquait particulièrement le cortège important de la Néogravure et les employés de chez « Bâtir », menacés de licenciement. Il y avait là aussi les journalistes de l'ORTF. Tous scandaient en cœur : « Non aux licenciements ! ». Nous étions près de cinq mille, et Lille n'avait pas vu depuis longtemps une manifestation ouvrière aussi imposante et dynamique.

Nous donnions d'ailleurs le ton en scandant : « T'es c... Lelong ! », « Lelong, idiot, la poste aura ta peau ! », « Postiers, usagers, solidarité ! ».

Correspondant LO

● DIJON

Depuis le mardi 22 octobre, où la grève est partie au centre du Tri-Gare, le mouvement s'étend à tous les services postaux sur Dijon : la Recette Principale le mercredi ; Dijon-Chèques le jeudi ; et tous les services s'y sont mis.

Plus rien ne fonctionne, plus rien ne passe — même si certains services, tels les Chèques Postaux, suivent moins bien, avec 30 % de grévistes, contre 70, 80, et même 90 % ailleurs. Notre grève paralyse tout le trafic, et nous sommes bien décidés à continuer jusqu'à satisfaction : c'est ce qui nous rend forts, et nous le savons. A nous de tenir.

C'est à l'initiative des syndicats CGT, CFDT et FO que la grève a démarré — la CFTC et la Fédération Nationale des Télécommunications s'y sont associées, mais ils n'ont aucun poids. Les responsables syndicaux gardent jalousement la direction de la grève : si nous sommes convoqués régulièrement à des assemblées générales, c'est pour recevoir des

informations et rien de plus ; le commun des grévistes n'est pas appelé à beaucoup plus d'activités ni d'initiative.

Cependant, nous sommes décidés, et cela se voit. Les piquets de grève le matin sont nombreux ; nous sommes plusieurs centaines aux assemblées générales. Vendredi 25, un meeting à la Bourse du Travail était suivi d'une manifestation en ville : environ cinq cents personnes y participaient. Et mercredi 30, un meeting à la Recette Principale nous regroupait encore plus nombreux ; et notre deuxième manifestation était encore plus dynamique que la première ! « Lelong, idiot, le peuple aura ta peau ! », « Titularisation des auxiliaires ! », « Des facteurs, pas de chômeurs ! », sont nos mots d'ordre. Et un surtout, commence à se dégager du flot de revendications trop nombreuses et trop difficilement contrôlables avancées par les syndicats, ce sont nos 200 F d'augmentation uniforme tout de suite !

● NANCY

A Nancy, depuis quelques jours, le bruit courait qu'à la Chambre de Commerce et d'Industrie, un centre de tri parallèle était installé pour saboter notre grève. Diable ! Le courrier des patrons n'attend pas !

A l'appel des syndicats, mardi matin, nous nous sommes retrouvés à quelques dizaines, puis à près de trois cents, pour occuper la Chambre patronale. Et, effectivement, des casiers avaient été installés et quelques jaunes s'affairaient autour. Les étiquettes indiquant les directions ne sont pas restées longtemps collées sur les

cases, et il s'en est fallu de peu pour que les casiers ne valsent eux aussi.

Devant les menaces d'intervention des flics, les responsables syndicaux nous ont invités à nous retirer. Nous sommes allés en manifestation à la direction départementale des PTT, bien contents d'avoir frappé du poing sur la table. La direction a eu tellement peur que nous occupions le bureau de poste de la place Saint-Jean qu'elle s'est empressée de le boucler pendant vingt minutes, et les usagers avec !

Comme quoi notre grève fait perdre tout esprit de mesure à certains !

mandement des explications

Plusieurs militants sont intervenus : « Que sont devenues nos revendications salariales ? Qu'avez-vous négocié ? ». Un camarade d'Austerlitz envoyé en délégation a lu une motion : « Nous avons constaté que les 1.700 F ont disparu de la plateforme revendicative ; et, un acompte de 200 F pour tous, la revendication n'est pas claire ! Nous exigeons des explications ».

Bien d'autres postiers sont intervenus pour réclamer les 1.700 F ; nos 200 F pour tous et demander pourquoi un acompte ?

Toute la salle reprenait : « Nous sommes partis en grève pour nos salaires ! Ils ont disparus ! ». Un militant de la Recette Principale intervient : « Nous avons voté à l'unanimité le paiement des heures de grève, nous demandons que ce soit rajouté dans les revendications ».

Alors là, le ponté CFDT monta sur ses

grands chevaux déclarant qu'il fallait vraiment être réformiste pour réclamer le paiement des heures de grève ; et que d'ailleurs on savait bien qui le réclamait !

La salle était houleuse et la réaction ne se fit pas attendre. Un postier d'une quarantaine d'années « loin d'être un gauchiste irresponsable » comme cela semblait être prétendu par le ponté CFDT, a répondu que les propos qui avaient été tenus là par ce permanent étaient inadmissibles et que ce ponté n'avait qu'à aller tenir ces propos devant l'assemblée générale de la Recette Principale. Ce camarade fut fortement applaudi, prouvant ainsi que personne n'était dupe.

La quasi-unanimité des militants présents à montré que si elle n'était pas prête à céder face au gouvernement, elle se méfiait aussi des organisations syndicales, qu'elle n'était pas prête d'accepter que nos revendications soient passées sous la table.

parisiens



Assemblée générale à Bourseul.

(Ph. ADJA)

cier dans les discussions sur le pouvoir d'achat.

Il est évident qu'une fois les 200 F gagnés les syndicats ne vont pas s'endormir. Nous ne nous arrêtons pas là. Bien sûr, l'idéal de la CGT est l'échelle mobile des salaires. Mais nous

savons tous que, lorsque la grève se terminera, il restera des revendications.

En somme, on ne se bat pour le moment que pour les 200 F d'acompte. Et, quand nous aurons repris le travail, il

ne nous restera plus qu'à nous remettre en grève pour les « revendications restantes », comme l'échelle mobile ! C'est pourtant bien maintenant que

nous sommes tous ensemble en lutte qu'il nous faut poser nos revendications essentielles.

Correspondant L.O.

● A MONTPARNASSE

Jeudi dernier, la veille de la Toussaint, nous étions cent à cent vingt en assemblée du personnel et l'assemblée fut quelque peu houleuse.

En effet, un gréviste demanda pourquoi un journaliste venait d'être expulsé du bâtiment par les syndicats, ceux-ci ont répondu que l'intersyndicale avait décidé de refuser l'accès à toute personne extérieure et que d'ailleurs ce n'était pas un journaliste mais un gauchiste.

Une gréviste d'un certain âge s'est alors levée : « On parle des gauchistes exactement comme on a parlé jadis des Juifs ou des Arabes. De telles paroles sont inadmissibles dans la bouche de syndicalistes ». Une grande partie de la salle s'est mise à applaudir désavouant ainsi le rôle de gendar-

me que les dirigeants syndicaux s'amusaient à jouer.

Ensuite, plusieurs personnes demandèrent une participation plus active des grévistes, en particulier pour faire un appel à la solidarité de la population. Mais si les responsables syndicaux ont commencé par approuver, renchérissant que c'était l'évidence même, ils s'empressèrent d'ajouter que l'intersyndicale serait obligée de superviser l'activité des grévistes et peut-être même de refuser le tract que les grévistes auraient rédigé... Alors, une fois de plus, la salle se mit à protester ; les responsables syndicaux eux, hurlèrent au sabotage de la grève !

Mais si l'assemblée se termina dans la confusion la plus complète, les discussions allèrent bon train dans les petits groupes de grévistes.

1^{er} NOVEMBRE 1954

L'INSURRECTION



La misère du peuple algérien, l'esclavage colonial, sont à l'origine de l'insurrection... (Ph. UPI)

DANS la nuit du 31 octobre au 1^{er} novembre 1954, entre minuit et deux heures du matin, une trentaine d'attentats éclataient simultanément sur l'ensemble du territoire algérien.

Autour de Mostaganem, dans l'Oranais, plusieurs grosses fermes sont attaquées, ainsi que le transformateur d'Ouillès.

Dans l'Algérois, des incendies sont allumés dans une fabrique de papier à Baba Ali, dans une coopérative à Boufarik et à Dra el Mizan deux policiers sont tués. A Alger même, une centrale électrique des faubourgs et l'immeuble de la radio, en plein cœur de la ville, sont attaqués.

Dans le Constantinois où les attentats ont été les plus nombreux, ce sont des casernes, des postes de gendarmerie et des commissariats qui sont touchés. A Tkout, la gendarmerie est encerclée pendant plusieurs heures. A Arris, au cœur même des Aurès, c'est toute la ville qui est investie par les combattants nationalistes qui tiendront leur position jusqu'au soir du 1^{er} novembre.

UNE POIGNEE D'HOMMES

Ces hommes qui sont à l'origine de la lutte armée contre l'impérialisme français sont une poignée. Militants du MTL (mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques), ils refusent l'évolution de leur organisation vers le réformisme et le légalisme.

Dès le début de 1954, d'après discussions se sont développées au sein du MTL. Quelques militants, anciens de l'OS (l'organisation chargée de l'activité illégale du MTL, qui a été dissoute par la direction de ce mouvement en 1949), décident de préparer l'insurrection armée. Neuf hommes — les « chefs historiques » — décident la création du CRUA (Comité Révolutionnaire pour l'Unité et l'Action) qui prépare pratiquement le déclenchement de la lutte armée. C'est ce CRUA qui, le 1^{er} novembre 1954, va donner naissance au FLN.

Ainsi, en cette veille du 1^{er} novembre 1954, seul un petit groupe s'engage dans l'action. Derrière ceux qui ont pris la décision d'engager la lutte, il n'y a que quelques centaines d'hommes. Ils ne sont même pas sûrs d'être suivis. Ils espèrent au moins que leur geste va permettre d'attirer l'attention de l'opinion sur le cas de l'Algérie. Mais ce petit groupe d'hommes bien organisé va jouer un rôle décisif. Car la situation est mûre pour la révolte en Algérie.

UNE SITUATION EXPLOSIVE

La population algérienne tout entière est excédée par le régime colonial. Plus de 20 % des terres (les meilleures) ont été volées aux Algériens au cours de cent vingt-cinq années de colonisation. Toute la production agricole

8 ans de lutte sous une direction nationaliste boumédienne ont fait céder l'impérialisme français, mais n'ont donné ni la liberté ni le socialisme au peuple algérien

POUR se libérer de la tutelle de l'impérialisme français, le peuple algérien a payé très cher : huit années de combats héroïques, un million de morts, le dixième de sa population. C'est devant cette résolution admirable et irréductible que la bourgeoisie française a dû finalement céder. Seulement, ce n'est pas sur la liberté qu'a débouché la lutte de libération nationale, mais sur la dictature militaire de Boumédienne. Au lendemain même de l'indépendance, en 1962, Ben Bella éliminait déjà les opposants de toutes tendances et mettait au pas la seule organisation de masses, le syndicat, qui pouvait refléter, même timidement, les revendications de la classe ouvrière : l'Union Générale des Travailleurs Algériens. S'appuyant sur l'armée des frontières commandée par Boumédienne, il écartait ses anciens rivaux comme ses anciens alliés : Boudiaf, Ferhat Abbas, Khidder, Aït Ahmed... Par la même occasion, Ben Bella faisait place nette au chef de l'armée permanente et le rendait indispensable. Le 19 juin 1965, Boumédienne éliminait à son tour Ben Bella et instaurait une dictature militaro-policière qui jauge les aspirations du peuple algérien depuis maintenant près de dix ans.

La longue lutte du peuple algérien pour sa liberté méritait certes un autre résultat. Mais le drame de notre époque consiste justement hélas, en l'absence de partis prolétariens socialistes, en ce que l'immense potentiel révolutionnaire de la paysannerie pauvre et du prolétariat des pays sous-développés n'a encore servi que de masse de manœuvre aux objectifs politiques de leur bourgeoisie nationale. L'Algérie en est l'un des exemples les plus tragiques.

Car, hélas, l'héroïsme et les sacrifices ne suffisent pas pour faire une révolution socialiste.

Pour ce faire, il faut au prolétariat un parti qui défende son programme et sa politique. Un parti qui se refuse aux « fronts nationaux » de toutes sortes, un parti qui montre que le combat ne peut pas justement s'arrêter à l'indépendance :

qu'il faut dès le début engager la lutte sous la direction du prolétariat et sur son programme, n'hésitant pas à prendre toutes les mesures économiques et sociales qui s'imposent.

Renoncer à cela, c'est à coup sûr, une fois l'indépendance si chèrement conquise, voir les lois économiques de l'impé-



Dans l'allégresse de la victoire, Boumédienne semble déjà vouloir écartier Ben Bella. (Ph. UPI)

rialisme régner sans merci, l'exploitation et la misère continuer par l'intermédiaire d'un gouvernement « indépendant » certes, mais bourgeois, prêt à mettre au pas son propre peuple. Voilà la voie que préparait le FLN algérien.

Certes, il n'y a pas de fatalité. Et entre le 1^{er} novembre 1954 où quelques hommes courageux jetèrent le défi du peuple algérien face à la suffisance de l'impérialisme français, jusqu'à l'indépendance,

ce, il n'était pas exclu que dans le feu de la lutte, le prolétariat algérien ait pu forger sa propre direction, malgré la capitulation honteuse de la gauche française. Une direction qui l'aurait mené au combat pour ses objectifs propres et la victoire commune du prolétariat d'Algérie et de France contre leur ennemi commun : la bourgeoisie française.

« Notre mouvement se présente sous l'étiquette de Front de Libération Nationale, se dégageant ainsi de toutes les compromissions possibles et offrant la possibilité à tous les patriotes algériens de toutes les couches sociales, de tous les partis et mouvements purement algériens, de s'intégrer dans la lutte de libération sans aucune autre considéra-



L'armée est aujourd'hui le pilier du nouveau régime.

(Ph. AFP)

Ces hommes-là n'ont pas existé.

En l'absence d'une direction révolutionnaire, l'évolution future du drame algérien était inscrite dans la nature du FLN lui-même, dans la mesure où il réussissait à garder la direction de la lutte contre l'impérialisme français.

Le programme explicite du FLN, dès 1954, s'affirmait ouvertement bourgeois.

La proclamation diffusée au lendemain de la Toussaint 1954 déclarait :

tion... »

Sous couvert de rassembler toutes les énergies dans la lutte contre l'impérialisme français, on demandait aux travailleurs et aux paysans pauvres d'Algérie d'oublier qu'ils avaient des intérêts propres à défendre et de se subordonner à une direction représentant « les intérêts de la nation », c'est-à-dire les intérêts bourgeois pour l'Algérie.

De ce que serait l'Etat de cette Algérie

N ALGÉRIENNE COMMENÇAIT

du pays est axée sur la satisfaction des besoins de la métropole, aux mains, la plupart du temps, des colons européens. Près de 60 % de cette production est exportée ; sur des centaines de milliers d'hectares, le blé a fait place à la vigne (alors que les musulmans ne boivent pas de vin). Le résultat, c'est que les Algériens vivent dans la faim et la misère. En 1871, chaque habitant disposait de cinq quintaux de blé par an, en 1953, il n'en dispose plus que de deux.

D'industrialisation, point, alors que les chômeurs s'entassaient dans les villes et que plus d'un Algérien sur huit est sans travail. 90 % des enfants algériens ne sont pas scolarisés. Un médecin pour trente mille habitants en Kabylie, soit trente fois moins qu'en France. Voilà quelques aspects de ces fameux « bienfaits » de la civilisation que se plaisent à vanter les tenants de la colonisation ! Sans parler du régime policier honni, des élections truquées, et surtout le souvenir qui n'est pas près de s'effacer des quarante mille Algériens massacrés par l'armée française lors des manifestations de Sétif en mai 1945.

Dans ces conditions, alors que la Tunisie et le Maroc sont sur le point d'obtenir leur indépendance, alors que les combattants indochinois viennent d'obliger l'impérialisme français à capituler, c'est toute la population algérienne qui va se reconnaître dans les « fellaghas », qui va les soutenir et petit à petit rejoindre leurs rangs. Dès le 3 novembre, Jacques Chevallier, secrétaire d'Etat aux Forces armées dans le gouvernement Mendès-France, député et maire d'Alger, doit reconnaître que les Aurès sont « pratiquement en état d'insurrection ».

LA GUERRE COMMENCE

Pourtant, le gouvernement — dans lequel se retrouvent Mitterrand et Christian Fouchet — ainsi que la grande presse s'accordent pour se féliciter de l'attachement indéfectible de l'Algérie à la France et pour voir dans les événements de la Toussaint 1954, l'œuvre d'un complot étranger. Mais malgré ses propos qui se veulent rassurants, le gouvernement français n'est pas rassuré. D'entrée, la répression sera féroce.

Trois compagnies de CRS, des gardes mobiles, plusieurs bataillons de parachutistes seront envoyés en renfort en Algérie. Les ratissages, les arrestations massives, les perquisitions se multiplient. Le 5 novembre, le MTLA est dissous, des dizaines de militants nationalistes sont arrêtés, de nombreux journaux sont saisis. L'arbitraire règne en maître.

Mais cette fois la coupe est pleine. La répression fera surgir de nouveaux combattants par centaines. C'est une guerre qui commence... une guerre qui durera plus de sept ans.

H.C.



L'Armée de Libération Nationale apparaît tenant en échec un demi-million de soldats de l'impérialisme.

geoise
lonné

indépendante, les dirigeants du FLN, dès le début s'en préoccupèrent beaucoup. Pendant que les maquis livraient dans les djebels les combats décisifs contre l'armée française, le FLN organisait à l'abri des frontières tunisiennes et marocaines une armée moderne et bien équipée. Si elle ne joua guère de rôle dans la lutte pour l'indépendance, elle fut destinée à devenir l'armée permanente du futur Etat algérien. Et ce ne fut pas par hasard si c'est à Boumediène, commandant de cette armée, qu'échut le pouvoir suprême en 1965.

C'est pour les mêmes objectifs politiques de l'après-indépendance, que le FLN préparait, dès le début de la guerre, le règne du parti unique. Les récalcitrants n'allaient avoir le choix qu'entre se soumettre ou disparaître. Et pour son hégémonie, le FLN trouva dans les mitraillettes ses arguments les plus convaincants.

Ne voulant à aucun prix d'une politisation des masses, se refusant absolument à se soumettre à leur verdict, les dirigeants nationalistes ont été amenés à régler toutes leurs querelles à coups de couteau ou de mitraillette et non de façon démocratique : c'est ceci dès les premiers mois de la lutte : règlements de comptes sanglants entre le FLN et le MNA dès 1955, règlements de comptes non moins sanglants au sein même du FLN à partir de 1957.

Les dirigeants du Front avaient appelé les masses aux armes pour la libération nationale. Mais ils craignaient avant tout de voir ces masses continuer la lutte au lendemain de l'indépendance, pour la satisfaction de leurs propres revendications.

Et l'évolution qui amena Boumediène finalement au pouvoir était contenue en germe dans toute la politique menée par le FLN depuis le début de la guerre. Seule une lutte autonome des masses aurait pu empêcher et ouvrir d'autres perspectives au peuple algérien. Mais c'est précisément une telle mobilisation autonome que les dirigeants de l'insurrection algérienne craignaient plus que tout et qu'ils mirent tout en œuvre pour éviter.

Huquette CHEVIREAU.

LA réponse du gouvernement français au déclenchement de l'insurrection fut claire. Mendès-France déclarait : « Qu'on n'attende de nous aucun ménagement à l'égard de la sédition, aucun compromis avec elle... Jamais la France, jamais aucun Parlement, jamais aucun gouvernement ne cédera sur ce chapitre fondamental ».

Et Mitterrand, alors ministre de l'Intérieur, ajoutait en écho : « L'Algérie, c'est France et des Flandres au Congo, il y a une seule nation, un seul Parlement. C'est la constitution, c'est notre volonté ».

Après le Vietnam, l'impérialisme fran-

La gauche française et la guerre d'Algérie

çais s'engageait dans une longue guerre de huit ans contre le peuple algérien.

Cette politique, il n'a pu la mener que parce que l'arrière était sûr, qu'il a bénéficié en fait de l'appui ouvert ou voilé de toutes les forces politiques de la société française. Ainsi, après les premiers attentats dans les Aurès à la Toussaint 1954, le PCF lui-même avait déclaré : « Le PCF ne saurait approuver le recours à des actes individuels susceptibles de faire le jeu des pires colonialistes si même ils n'étaient pas fomentés par eux », pendant que sa succursale algérienne, le PCA ajoutait : « Le Parti Communiste Algérien s'est toujours gardé de mots d'ordre inconsidérés ou d'actes individuels qui ne correspondaient pas à la volonté et aux possibilités réelles des larges couches de la population, qui seraient un élément de division parmi les travailleurs algériens ou qui risqueraient de faire le jeu des colonialistes ».

L'histoire a tranché, mais ces déclarations en disent long sur la volonté du

PC d'aider la lutte du peuple algérien.

De même, lorsque spontanément, les militaires du contingent « rappelés » après leur service pour faire la guerre, manifestent à la fin de 1955 et de 1956, ils furent laissés à eux-mêmes sans soutien des partis et syndicats.

Et le comble de la duplicité n'était pas atteint. En 1956, la victoire aux élections législatives du Front Républicain du « socialiste » Guy Mollet, victoire acquise par les promesses de paix négociée en Algérie, n'aboutissait qu'à un renforcement de la guerre. Mollet cédait aux colons « ultras d'Algérie ». Il obtenait des pouvoirs spéciaux avec le vote des députés du PC

tative d'un minimum d'action de solidarité pour défendre les militants algériens contre la répression. Jamais, au grand jamais la CGT ne donna l'ordre ne serait-ce que de débrayer pour protester contre l'arrestation d'un travailleur algérien militant du FLN dans une entreprise.

Les travailleurs algériens avaient le sentiment, pleinement justifié en la circonstance, de n'avoir rien à attendre de la classe ouvrière française.

Cette carence, cette trahison des organisations ouvrières ne pouvait que renforcer le caractère strictement nationaliste du combat d'émancipation algérien. Elle a favorisé le racisme



La révolte des rappelés n'a pas été soutenue par la gauche. (Photo du film RAS)

et envoyait le contingent en Algérie.

Tout au long de cette guerre interminable, les nationalistes algériens sont restés seuls à se battre. Directement ou indirectement, ouvertement ou d'une manière voilée toute la gauche, toutes les grandes organisations se réclamant de la classe ouvrière se firent les complices de l'impérialisme français.

Les Guy Mollet, les Mitterrand ou autres Mendès-France, n'en parlons pas. Ils ont ouvertement engagé leur responsabilité politique dans la répression.

Le PCF, bien que critiquant la guerre en parole, se refusait de gêner en quoi que ce soit les gouvernements successifs de la IV^e République. On ne l'a pas vu se battre pour l'indépendance immédiate et sans condition de l'Algérie. On ne l'a pas vu appeler à la fraternisation avec les combattants algériens. On ne l'a pas vu tenter de saboter l'effort de guerre de l'impérialisme français.

On ne l'a même pas vu prendre l'ini-

tiative d'un minimum d'action de solidarité pour défendre les militants algériens contre la répression.

Malgré la sauvagerie de la répression et son caractère massif, l'armée française n'a pas pu contenir et étouffer le FLN qui s'est assuré le soutien de la population algérienne. En fait, sur le plan militaire, ce fut très rapidement l'impasse. L'armée française était incapable de vaincre une guérilla appuyée sur un peuple et le FLN n'avait pas les moyens militaires de rejeter les centaines de milliers d'hommes qui rassaient, quadrillaient et bombardaient l'Algérie.

C'est dans ce contexte là, et à cause de lui que l'impérialisme français s'est résigné à une solution politique sauvegardant l'essentiel de ses intérêts. Une des raisons essentielles de la venue de De Gaulle au pouvoir fut précisément d'imposer une telle solution à la fois à l'armée et au million de « petits Blancs » ultras d'Algérie d'un côté, et au FLN de l'autre. Il aura mis quatre ans pour y parvenir.

Hôpitaux : PAS DE CRÉDITS, MAIS UNE CHARTE

DECIDEMENT, Madame Simone WEIL s'agite beaucoup sur les hôpitaux, avec toujours autant d'inefficacité d'ailleurs. Elle vient en effet de ressortir un vieux projet de son prédécesseur Poniatowski : la « charte du malade » où ce dernier aura le plaisir d'apprendre qu'il est libre, qu'il peut recevoir du courrier, téléphoner, accueillir des visites aux heures indiquées et autres règles d'usage qui avaient déjà cours bien avant que Mme Weil ne s'avise d'en faire une charte.

Mais nous, qui ne sommes pas ministre de la Santé, nous sommes plus prosaïques et, plutôt qu'une charte, nous voudrions tout bêtement savoir comment, si nous sommes malades, nous serons soignés dans les hôpitaux ; si nous ne contractons pas une hépatite virale par manque de matériel jetable après usage ; si on ne nous rationne pas les bouteilles d'eau minérale par mesure d'économie ; si notre nourriture ne s'apparente pas à celle de la soupe populaire si on ne nous entasse pas dans une



Les hôpitaux étant ce qu'ils sont...

(Ph. L.O.)

salle commune ou même parfois dans un couloir ?

A toutes ces questions, la charte de Mme Weil répond, en effet, par une toute petite phrase en début de

texte, nous signifiant qu'il nous faudra accepter l'hôpital tel qu'il est : « compte tenu des locaux dont dispose l'hôpital et des nécessités d'organisation des soins... » ! C'est tout...

Au fond, cette fameuse charte sanctionne bien le sort qui est réservé aux malades dans les hôpitaux !

Régine VILLON.



Derrière la façade, la carence.

(Ph. UPI)

COMMENT ON SOIGNE LES MALADES

UNE nuit de la quinzaine dernière, il y a eu une dizaine d'urgences en l'espace de peu de temps en Chirurgie et en Médecine. Pour s'occuper de ces malades, parmi lesquels il y avait deux fractures ouvertes, il n'y avait que deux garçons aux Admissions pour remplir les formulaires d'entrée et les emmener à la radio. Et pour pratiquer les soins, il n'y avait qu'une infirmière et une aide-soignante.

Inutile de dire, donc, que les malades ont stationné un long moment dans la salle d'attente.

Le personnel, qui ne pouvait suffire, décida de réveiller l'administrateur de garde (qui est le responsable du fonctionnement de l'hôpital pour la soirée et la nuit) pour lui demander de trouver une solution.

Après avoir répondu qu'il n'y pouvait rien, il fut quand même obligé de venir voir « ce qui n'allait pas », et fut même embauché pour diriger deux malades qui ne pouvaient être admis

à Beaujon à cause du manque de lits. Il lui fallait d'ailleurs téléphoner à dix-neuf hôpitaux pour leur trouver enfin une place...

Ainsi, cet administrateur s'est tout à coup trouvé confronté avec tout « ce qui ne va pas » et qu'il se refuse habituellement à voir : il suffit qu'un certain nombre de malades arrivent aux Urgences pour que ce service ne puisse faire face, à cause du manque chronique de personnel ; et il suffit d'avoir des malades à placer en urgence dans un service de chirurgie — même pas un service spécialisé — pour être obligé de téléphoner à une vingtaine d'hôpitaux de la région parisienne dans lesquels la place manque, alors que des services entiers sont fermés par manque de personnel.

Voilà comment l'Assistance publique de Paris peut faire face aux problèmes courants de la santé !

Correspondant L.O.

A bas le contrôle médical patronal !

LE Tribunal de grande Instance de Lille est, en ce moment même, appelé à se prononcer sur un problème qui intéresse tous les travailleurs, celui de la légitimité du contrôle médical patronal.

Assez curieusement, c'est l'employeur (Stein-Industrie) qui attaque. Il attaque les syndicats CFDT et CFTC de l'entreprise pour avoir donné aux travailleurs le mot d'ordre suivant : « refusons le contrôle des médecins patronaux, de la police médicale ».

C'est donc une consigne syndicale qui est contestée en justice et c'est l'avocat des syndicats qui, pour la défense, met en cause la légitimité et la légalité du contrôle des médecins patronaux.

Cette police médicale est, dans la plupart des entreprises, de création récente. Elle est en effet, le plus souvent postérieure aux accords de mensualisation, interve-

nus il y a plus de trois ans.

Ces accords, on s'en souvient, avaient été présentés comme une grande mesure sociale destinée, entre autre, à garantir au travailleur anciennement « horaire » l'intégralité de son salaire en cas de maladie. Jusque-là, seule la Sécurité sociale assurait au malade une indemnité calculée environ aux deux tiers du salaire. Quant aux autres catégories du personnel, employés et cadres, dont la paie était versée mensuellement, depuis longtemps, leur salaire était garanti intégralement en cas de congé-maladie. C'était l'entreprise qui versait le salaire complémentaire aux prestations de la Sécurité sociale. Il s'agissait donc, par ces accords de mensualisation, de faire bénéficier les travailleurs anciennement baptisés « horaires » des avantages sociaux déjà existants pour les autres catégories du personnel.

Or, l'extension de cet avantage aux travailleurs « horaires » n'a pas été acceptée de gaieté de cœur par le patronat qui, de sa propre initiative, en dehors de tout texte légal susceptible de justifier son action, a mis sur pied un véritable contrôle médical privé, chargé de vérifier, et au besoin de contester, les prescriptions des médecins traitants des ouvriers concernés. Ainsi, outre l'éventuelle visite de contrôle de la Sécurité sociale, légale celle-là, un travailleur peut voir arriver chez lui un médecin, envoyé et employé par son entreprise, qui prétend avoir le droit d'entrer, de l'examiner et, s'il le juge bon, de lui intimer, ou de lui faire intimer le lendemain par son entreprise, l'ordre de reprendre le travail. L'avis du médecin traitant n'entre pas en ligne de compte, il n'est considéré que comme « un élément d'appréciation ».

C'est le médecin contrôleur de l'entreprise qui tranche.

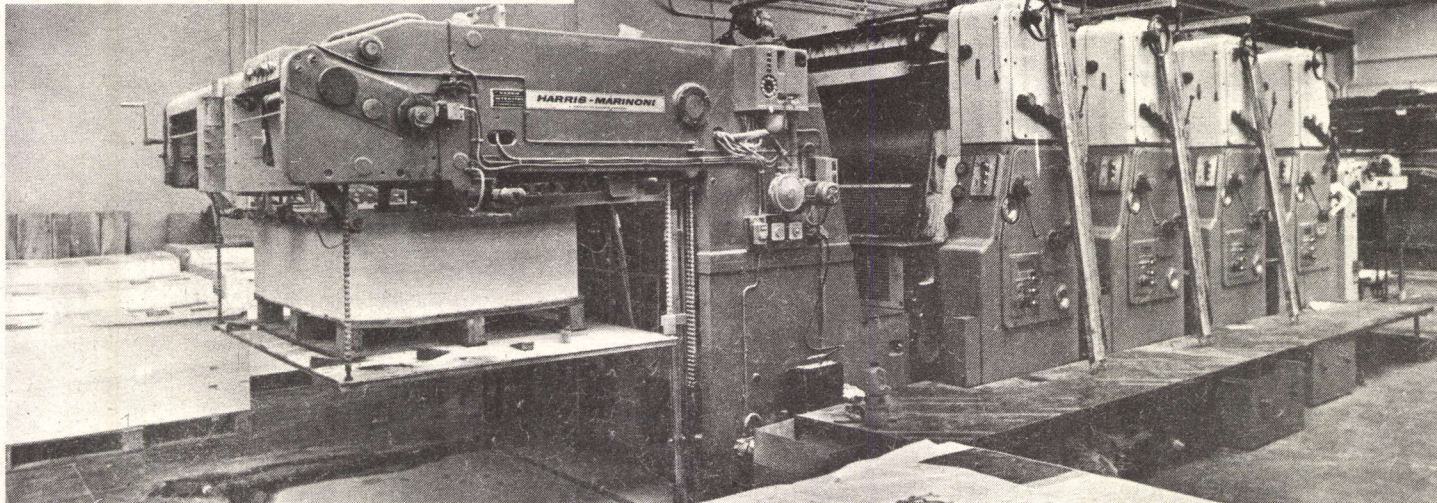
Il s'agit là d'un véritable scandale, dont s'indignent à juste titre les syndicats et même le corps médical. Il s'agit en tout cas d'une violation flagrante de la légalité. Depuis le début de l'année, trois jugements de prud'hommes ont condamné des employeurs qui s'étaient mis dans ce cas à verser les indemnités complémentaires.

Mais cette fois, c'est un Tribunal de grande instance qui devra trancher, et sur la requête de l'employeur. De toute façon, quel que soit le jugement rendu, il devra être le point de départ d'une grande campagne pour la suppression de la police médicale patronale. Tous les syndicats devraient, comme ceux de Stein-Industrie, dire ouvertement « refusons le contrôle médical des médecins patronaux, de la police médicale ».

C.B.

Néogravure :

Liquidation des biens sur le dos des travailleurs



LES travailleurs des trois usines de la région parisienne ont, sur proposition de la CGT (appuyée par la CFDT à Issy-les-Moulineaux), décidé l'occupation des locaux pour protester contre la décision du tribunal de Commerce de Paris déclarant la liquidation des biens de la Néogravure avec un délai de deux mois pour mener à bien l'activité actuelle des entreprises. Un règlement judiciaire étant prononcé pour l'usine de la filiale NEA à Lille, une reprise des activités au-delà de ce délai par un conseil de gérance pour l'usine de Corbeil (secteur de l'héliogravure) est possible. Mais on parle, au bas mot (et ce ne sont que des bruits), de quatre cents licenciements. Une délégation syndicale s'est rendue une nouvelle fois au ministère de l'Industrie et un représentant du gouvernement a affirmé que l'Etat serait décidé à soutenir

nir l'activité industrielle de ce qui reste de la Néogravure (en particulier de Saint-Ouen). Mais ce sont là de vagues promesses.

En réalité, pour des centaines de travailleurs, cette décision du « tribunal » signifie la perte de leur gagne-pain. Ils ne sont pourtant en rien responsables de cette situation ni des décisions qui ont été et qui continuent à être prises dans les coulisses. On parle de crise, mais en réalité il n'y a pas plus de crise dans ce secteur que dans l'Automobile avec l'augmentation du prix de l'essence. Et comme le faisait remarquer Prouvost, client important de la Néogravure, les charges en publicité pour 1974 se sont maintenues malgré la « crise ».

Mais qu'importe, à tous ces gens, le sort de ceux qu'ils ont exploités pendant des années en faisant sur leur dos des

profits très confortables (près de 5 milliards d'anciens francs rien qu'en intérêts payés depuis 1968).

Mais maintenant, il va falloir régler le problème. Le travail des périodiques est bloqué. Paris-Match, Elle, Télé 7 Jours ne pourront pas sortir, du moins dans l'immédiat.

Lundi matin doit avoir lieu une entrevue entre patrons, syndicats et représentants de l'Etat. Il va falloir faire vite, pour que le travail sorte.

Les travailleurs de ces usines n'ont pas d'autre choix que de paralyser tout le travail et bloquer les stocks et le matériel, jusqu'à ce qu'ils aient la garantie que l'activité de ces entreprises sera maintenue, rentables (du point de vue capitalistes) ou pas, avec le soutien de l'Etat s'il le faut, mais qu'au moins, dans cette histoire, où une partie des capitalistes retirent leurs

Des méthodes inadmissibles

Vendredi 25 octobre, lors de la grève de 24 heures décidée dans l'usine de Saint-Ouen dépendant de la Néogravure, dans le cadre de la journée d'action contre le chômage, des membres de la CGT, dont un responsable syndical, ont agressé des militants de la CFDT et ont même roué de coups un responsable de ce syndicat pour le contraindre à quitter l'usine. Ces individus ne toléraient pas que les militants de la CFDT veuillent accueillir dans l'entreprise des camarades d'une autre entreprise pour discuter ce jour-là, jour de grève, des problèmes de l'emploi.

Voilà où en sont ces adeptes de la démocratie avancée !

Les travailleurs de l'entreprise, en apprenant ces faits scandaleux, ont protesté comme il se doit et se sont élevés contre de telles méthodes, y compris des militants et membres de la CGT d'ailleurs, indignés que dans leurs rangs il y ait des émules des méthodes d'extrême-droite. Cette protestation a été suivie par ailleurs d'une intervention de Maire auprès de Séguet et ce dernier s'est chargé de rappeler à ces énergumènes de modérer leur hargne. Et cela a eu une répercussion jusqu'au comité intersyndical, du syndicat du Livre CGT, où des membres du syndicat des correcteurs se sont également élevés contre ces actes absolument inadmissibles et qui doivent être proscrits des syndicats ouvriers.

billes, en attendant de les remettre avec d'autres dans de meilleures conditions, les travailleurs n'aient pas à en faire les frais et que les patrons ou leurs remplaçants renoncent aux licenciements.

Idéal-Standard :

Les travailleurs à l'heure du choix

LE lundi 28 octobre, le directeur général, au cours du CCE, a confirmé sa volonté de licencier 1.454 travailleurs, sur les 5.400 salariés qu'emploie Idéal-Standard, et cela pour 1974. Quant à 1975, il n'était pas « optimiste ».

A Aulnay, où il y a 1.700 travailleurs, le 28 octobre les délégués des différents syndicats se réunissent et s'engagent à défendre la grève devant les travailleurs ; mais, le lendemain, les permanents CGT étaient présents à l'usine d'Aulnay avant l'assemblée du personnel et faisaient faire demi-tour au syndicat CGT. Quant à la CGC, effrayée de son audace, elle revenait en arrière également. Ce qui fait qu'à l'assemblée générale seule la CFDT et des militants isolés de la CGT défendaient le point de vue qu'il fallait tout de suite s'engager dans la grève. La CGC violemment et la CGT plus modérément combattirent ce point de vue. Devant la division

syndicale, la majorité des travailleurs ne s'engagea pas, par dessus les appareils syndicaux, dans l'occupation.

Et, alors que le lendemain une manifestation centrale était prévue à nouveau devant le siège social, les plus battants refusèrent d'y aller.

En effet près de 200 personnes seulement d'Aulnay se rendirent boulevard Haussmann le mercredi 30, où en tout 1.300 travailleurs venus de toutes les usines de la région parisienne se rassemblèrent pour défiler avec dynamisme jusqu'au CNPF, en passant par les Champs-Élysées. Le directeur général confirmait les licenciements et l'on apprenait que l'usine d'Autun et celle de Dammarie allaient chômer la moitié des mois de novembre et de décembre, Aulnay un peu moins.

Inutile de dire que la colère est grande et que le problème de la réaction reste posé.



La manifestation devant le Siège social.

(Ph. LO)

Parvex (Dijon) :

Les patrons rentabilisent

Vendredi 25, en réunion extraordinaire du Comité d'entreprise, la direction de l'usine Parvex, à Dijon, appartenant au trust CEM, annonçait une réduction des horaires à partir du 4 novembre, à 36 heures dans les ateliers, 38 heures dans les bureaux ; en outre, des licenciements sont envisagés dans les prochains mois.

Depuis la rentrée, la direction avait tout fait pour préparer les travailleurs à cette éventualité : un véritable climat de panique s'était répandu dans l'usine et les bruits les plus alarmistes circulaient. Il s'agissait sans doute de convaincre les travailleurs que ce qui leur arrive est inévitable et qu'il leur faut donc consentir à des sacrifices.

La direction profite du climat général de crise pour restructurer son entreprise et réorganiser la production : certaines productions sont réduites, voire stoppées, d'autres sont augmentées. De nouveaux bâtiments ont été construits, de nouvelles machines achetées ; tout laisse à penser que Parvex n'est nullement en crise, mais cherche surtout à rentabiliser pour préserver l'avenir.

Ainsi, depuis les vacances, la plupart des intérimaires ont été renvoyés et, il y a à peine un mois, une première réduction d'horaire faisait perdre aux travailleurs l'équivalent d'une journée de salaire par mois.

Mais, aujourd'hui, la direction frappe un

grand coup. Avec cette nouvelle réduction des horaires les travailleurs risquent de perdre environ 20 % de leur salaire soit, par exemple, pour un OS, environ 350 F de perte sèche.

Aussi, à l'annonce de ces nouvelles mesures, vendredi 25, la colère était grande dans les ateliers. Et, à l'assemblée générale convoquée (sans grande conviction !) par la CGT, seul syndicat représenté dans l'usine, une bonne partie du personnel s'est prononcée pour engager immédiatement la lutte.

Lorsque le délégué demanda qui était pour la reprise du travail, seule une main s'est levée. Malgré cette volonté unanime, le délégué expliqua qu'il valait mieux s'en

remettre au vote à bulletin secret que l'on organiserait le lundi suivant, après le week-end. Pourtant, le lundi, on ne vit rien arriver, ni bulletins, ni délégués, devenus subitement invisibles ; l'un d'eux, celui qui avait justement décidé d'organiser le vote était... en congé ! La CGT aurait voulu éviter tout mouvement, qu'elle n'aurait pas fait mieux !

Voilà où nous en sommes pour le moment. Face à la direction, face à l'inertie syndicale, les travailleurs se sentent un peu désorientés, certains démoralisés. Mais rien ne dit que, dans les jours à venir, ils n'engageront pas réellement la lutte pour la garantie de leur salaire et de leur emploi.



Echos
extraits
de
bulletins
d'entreprises

échos des entreprises

MESQUINERIES PATRONALES

la poudre aux yeux

● RNUR (Département 14)

Nous venons de recevoir, il n'y a pas très longtemps, le nouveau *Renault-Inter*. Comme toujours pour le magazine de notre patron, la situation des travailleurs est florissante. On nous montre des photos d'ateliers bien propres. A croire que la visite avait été préparée ! Bref, l'ambiance est bonne... pour celui qui ne fait rien !

Mais, dans la réalité, il en est tout autrement. Et ce qui nous attend par exemple aux Culasses, ce sont des machines dont la propreté laisse à désirer, des flaques d'eau sur le sol et des paquets de copeaux au pied des machines.

Mais peut-être cet atelier brillera-t-il un jour ou deux... Si jamais *Renault-Inter* vient faire un reportage par là !

une injustice de plus

● WESTINGHOUSE (Freinville-Sevran)

La presque totalité des magasiniers vient d'avoir une petite augmentation. Oh, bien sûr, pas bien grosse. Mais là où c'est scandaleux, c'est que certains magasiniers n'ont rien touché. Pourquoi ?

Parce que, selon la direction, ils sont restés malades trop longtemps !

Qu'est-ce que cela signifie ? La direction conteste-t-elle que ces camarades aient bien été malades (dont pour l'un une opération de l'appendicite) ?

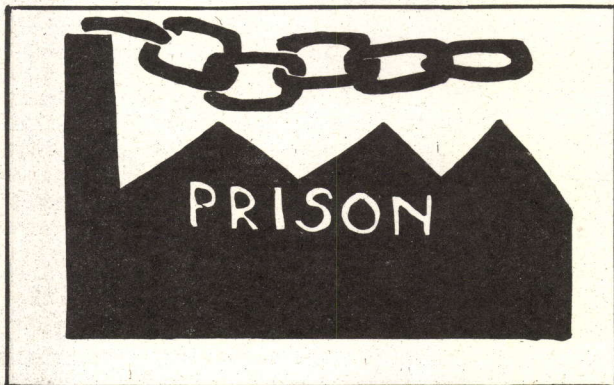
Ou bien a-t-elle décidé de pénaliser ceux qui sont malades ? En tout cas, c'est inadmissible. La direction doit s'expliquer là-dessus et réparer cette injustice flagrante.

opération « portes fermées »

● RNUR (Département 49)

Pour que nous ne partions pas quelques minutes avant l'heure, la direction applique une méthode bien particulière. Elle verrouille les portes de l'atelier. Sans doute a-t-elle peur de nous voir nous échapper !

Mais cette méthode, si elle peut sembler efficace du point de vue de la direction, est pour nous dangereuse et dégradante. Dangereuse, car que se passera-t-il si un jour un accident arrive dans l'atelier vers la fin du tra-



vail ? Le temps de faire ouvrir les portes sera du temps perdu pour transporter le blessé et dans ces cas-là, quelques minutes peuvent parfois peser très lourd. Dégradante parce que nous n'avons pas à être enfermés pendant notre travail. Nos conditions sont déjà suffisamment pénibles sans qu'en plus nous soyons traités comme des prisonniers.

DES SALAIRES DÉCENTS

et nos salaires ?

● P.C.U.K. (Villers-Saint-Paul)

Le prix du ticket de repas doit augmenter à la fin du mois. Il va passer de 4,20 F à 4,50 F. Naturellement le

niveau « gastronomique » des repas ne progressera pas. Cette hausse ne fait que répercuter les augmentations incessantes des biens de consommation courants.

Il est en effet aisé de se rendre compte, quand on fait quelques emplettes, que la valse des étiquettes (pour ne pas dire le rock and roll des étiquettes !) n'est pas une image. Et ce ne sont pas les opérations « halte à la hausse des prix » qui peuvent changer quelque chose à cela.

Eh bien, puisque la direction ne met pas d'obstacle à cette augmentation de la cantine, c'est qu'elle reconnaît à sa manière que les prix augmentent. Alors, qu'elle en fasse autant pour nos salaires ! En nous accordant une augmentation égale pour tous de 300 F... par exemple.

un seul taux, le maxi

● BERNARD MOTEURS (Rueil)

A la paie, la semaine dernière, nous avons pu encore constater la diversité de nos taux horaires, même pour ceux qui font le même boulot.

Pour le patron, tous les prétextes sont bons : soit un tel a plus d'ancienneté, soit un tel a fait plusieurs places dans l'usine. Mais en fait, le patron a un tas de moyens



pour nous diviser : non seulement il y a un grand nombre de catégories entre le manœuvre et le P3, mais encore à l'intérieur de ces catégories il est rare qu'il y ait deux personnes qui ont le même taux horaire. (Il y a en tout 439 taux possibles dans la grille.) Ce qu'il nous faut, c'est un seul taux par catégorie : le maxi.

A BAS LES CADENCES

y aurait moins de bosses si on bossait moins

● RENAULT (Flins)

Au 65/84, nos chefs n'arrêtaient pas de nous dire que la qualité des voitures est de plus en plus mauvaise et que c'est de notre faute. « Faites attention », « Attention aux bosses », « Attention aux rayures », « Les réglages sont mal faits », etc., voilà ce que nous entendons à longueur de journée.

Les chefs trouvent peut-être que les voitures sont mauvaises. De toute manière, nous, nous faisons au mieux notre travail, dans les conditions que l'on nous impose.

Et s'ils veulent que la qualité des voitures augmente, il n'y a pas d'autre solution que de diminuer les cadences de travail et de nous laisser un peu plus tranquilles.

USINE = DANGER

à la ferraille !

● VALLOUREC (Noisy-le-Sec)

L'accident de mardi dernier aux Magasins avec le pont T6, où un camarade a reçu sur lui un palonnier de plus de cent kilos — notre camarade a une fracture au bras —, montre l'insouciance et l'écrasante responsabilité de la direction.

Cette dernière, en effet, fait travailler nos camarades du T6 avec un pont qui date de Mathusalem, sans visibilité, sans stabilité et qui a déjà été la cause de plusieurs accidents.

Ce pont devait être changé. Tout le monde est unanime pour reconnaître qu'il est dangereux.

En laissant encore ce pont en service, les membres de la direction se comportent comme de véritables criminels. Nous devons refuser de travailler dedans tant qu'il ne sera pas modifié, c'est-à-dire tant que la cabine ne sera pas mise à la ferraille !

la boucherie doit cesser

Depuis le début du mois d'octobre, on dénombre plus de dix accidents avec arrêt de travail.

Ainsi, un camarade a reçu une tige d'acier au Décapage ; bilan : le gros orteil fracturé.

Aux Fileteuses, un autre a reçu en plein visage un manchon en acier. Heureusement, l'œil n'a pas été atteint, sinon le pire était à redouter. Toujours est-il qu'il a été blessé à deux endroits.

Un autre encore a eu une hémorragie interne à la main, par la piqure d'un feuillard.

Un quatrième a été déchiré au visage par un rouleau de feuillard, etc.

La liste est décidément de plus en plus longue. On voit à quoi mènent les prétendues promesses que la direction avait faites sur la sécurité : le bilan est toujours aussi sanglant. Nous devons arrêter là la boucherie en assurant nous-mêmes notre sécurité.

Qu'attend la direction ?

● RNUR (Département 49)

Dans le département, il existe plusieurs types d'engins permettant de déplacer des charges : bennes, plateaux, etc. Il y en a un qui est particulièrement dangereux. C'est le transpalette à main. En effet, lorsque celui-ci rencontre des bosses ou autres déformations du sol, il nous faut faire attention, car nous avons souvent droit au retour de manivelle. Le risque de se casser le poignet est constant. La direction est parfaitement au courant, car cela est déjà arrivé dans l'usine. Et cela arrivera encore si elle ne se décide pas à cesser de nous faire travailler sur de tels engins.

conditions de travail dignes du siècle passé

● RHONE-POULENC (Vitry)

Transvasement d'acide sulfurique à l'aide d'un broc. vidange d'acide chlorhydrique en siphonnant des bonbonnes de trente litres penchées et en équilibre à deux mètres du sol, le tout dans un nuage de vapeurs d'acide chlorhydrique : non, nous ne sommes pas au siècle dernier mais bien en 1974 chez Rhône-Poulenc.

En effet, ces conditions de travail scandaleuses sont



celles faites aux travailleurs de la cellule « des gros » aux acides à Vitry Nord.

Alors Rhône-Poulenc peut bien étaler sur ses revues publicitaires des photos en couleur vantant ses réalisations modernes.

Rhône-Poulenc peut bien, par la voix de son P-DG, Renault Gillet, faire chorus avec le gouvernement sur l'humanisation du travail :

Pour nous, ceci n'est que du bluff, car une fois de plus nous constatons que les patrons continuent à nous faire travailler dans des conditions archaïques, et ceci au péril de notre santé.

Groupe Fortune Assurances :

LA FORTUNE EN FAILLITE

L'UNE des compagnies du groupe Fortune-Assurances, la Fortune, vient d'être déclarée en faillite. C'est à peu de choses près, ce que la direction vient de nous faire savoir dans une lettre volumineuse qu'elle a adressée à chaque employé. Oh, bien sûr, les patrons refusent de parler de faillite : simplement, la compagnie disparaît pour raisons économiques. Allez donc discerner la différence ! Dans cette lettre, la direction nous explique longuement que nous n'avons rien à craindre et qu'il n'y aura aucun licenciement. D'après ses dires, une partie du personnel serait réembauchée rapidement dans les mêmes conditions de salaire et de qualification au Groupe Français d'Assurances (une autre compagnie du groupe) et le reste serait repris dans un avenir plus

ou moins lointain dans les autres compagnies du groupe (Nord et Monde). En attendant, nous n'avons aucune garantie réelle, aucun engagement signé du patron ayant quelque valeur que ce soit sur le plan juridique ; car la direction s'est bien gardée de signer la lettre qu'elle nous a adressée et tout porte à croire que, si elle s'est donnée cette peine, c'est surtout dans l'espoir de calmer le mécontentement qui se développe dans la compagnie. Car nous sommes de plus en plus nombreux à refuser d'être déplacés comme des pions et à refuser à plus forte raison tout licenciement sous le prétexte des difficultés de gestion de la direction. Nous avons passé des années à engraisser les actionnaires de la Fortune, c'est leur tour de payer !

Correspondant L.O.



Groupe d'Assurances Victoire ("La Palix-L'Abeille")

Quand la direction avertit les nouveaux embauchés du sort qui les attend

L'A direction du groupe Victoire a organisé pour les nouveaux embauchés une mise en scène grandiose intitulée « journée d'accueil ». En d'autres termes, les cadres du groupe se sont évertués à nous démontrer trois choses :

- 1) L'Assurance, c'est merveilleux : ça rapporte gros (aux patrons s'entend !), ce dont nous n'avons jamais douté, bien au contraire.
- 2) Dans les Assurances, le groupe

Victoire est parmi les mieux gérés et les plus florissants — ce dont nous nous moquons pas mal si, en matière de salaires, le groupe tenait la même place ; mais nous sommes loin du compte puisque, à l'embauche, le salaire mensuel est de 1.100 F. Nous n'oublierons pas les rodomontades et la satisfaction évidente de ces messieurs quand il s'agira de réclamer des augmentations de salaire !

- 3) Le groupe Victoire est une

« grande famille » qui, cela va de soi, ignore la lutte de classes et où tout employé « méritant » peut accéder à la suprême distinction de cadre...

Et ce dernier argument, d'ailleurs abondamment étayé de chiffres invérifiables et mirifiques, aurait peut-être pris si, quelques instants plus tard, un de ces messieurs n'avait étalé devant nous le mépris dans lequel nous tient la direction, nous injuriant et nous traitant d'« êtres incultes » parce que

nous ne paraissions pas assez passionnés par ses discours ennuyeux... De quoi nous retirer toute illusion et, qui plus est, toute envie de ressembler un jour à ces gens-là !

Bref, une journée riche en avertissements quant au sort que nous réserve la direction mais un fiasco total pour sa tentative de nous faire prendre des vessies pour des lanternes.

Correspondant LO



Vendredi 25 octobre, pour la soixante-quatrième fois depuis sa construction, USINOR-Dunkerque a encore tué. C'est le quatrième mort en cinq mois, depuis l'accident du 2 juin dernier qui déclencha la grève des Hauts Fourneaux. Salah Séguir, employé par une entreprise extérieure, la Somafer, était chargé avec une équipe de cette entreprise de nettoyer un pont roulant à l'aciérie I. A la suite d'un faux mouvement, il fut déséquilibré et tomba vingt-deux mètres plus bas. Au moment de l'accident, il portait sa ceinture de sécurité. Mais à l'endroit où il travaillait, apparemment rien n'était prévu pour l'accrocher afin de ne pas entraver le passage de fils électriques. C'est dire qu'une fois de plus la responsabilité de la direction semble plus qu'engagée.

Mais il ne faut pas compter sur les organisations syndicales pour mettre la question en avant car à la suite de cet accident, pas plus qu'à la suite de celui du mois de septembre au cours duquel un jeune étudiant employé, lui aussi, par une entreprise extérieure était mort électrocuté, elles n'ont eu la moindre réaction. Ces deux travailleurs étaient « entreprise extérieure » et, apparemment, les syndicats considèrent que cela ne concerne ni USINOR ni les travailleurs. Pourtant, les conditions de travail des entreprises extérieures sont celles de tous les travailleurs, même si elles sont chargées des travaux les plus dangereux. Et le minimum de solidarité voudrait que les syndicats ne laissent pas USINOR assassiner impunément des travailleurs.

Trois Suisses (Fliers-Lille)

Licenciements, chômage technique et... augmentation des cadences

L'EUDI 24 octobre, la direction des Trois Suisses (entreprise de vente par correspondance comptant 3.200 employés) nous annonçait qu'à cause de la grève des PTT elle devait « suspendre le contrat de travail » des intérimaires et mettre le personnel « titulaire » en chômage technique partiel.

La direction précise qu'elle réembauchera ces intérimaires (180 environ) sitôt le conflit des PTT terminé. Mais combien de travailleurs peuvent se permettre de perdre plusieurs semaines de salaire ? Et qui peut dire s'il ne s'agit pas d'un licenciement collectifs définitifs de nos camarades intérimaires ?

La direction, dans sa tentative de division du personnel, ne s'arrête pas là : ainsi les différents services sont inégalement touchés par le chômage. Aux « Retours », sur une centaine de travailleurs, vingt sont en chômage technique un jour sur deux et plus de soixante-dix sont en chômage total. Le « Service Achats » chôme un jour sur quatre. L'« Expédition », un jour sur deux, etc.

Les jours de chômage sont indemnisés par le fonds de chômage de l'entreprise au taux horaire de 6,93 F. Mais pour ceux qui sont en « période d'adaptation », c'est-à-dire qui ont

moins de deux mois de présence, ce taux est ramené à 6,30 F. Et la caisse de fonds de chômage sera, paraît-il, épuisée dès les 5 et 6 novembre, ce qui nous fera alors toucher la royale indemnité de 1,75 F par heure !

Cependant les Trois Suisses ne sont pas entièrement paralysés, bien au contraire, car d'une part l'entreprise reçoit encore des commandes par téléphone et d'autre part elle possède ses propres circuits de prise de commandes et de distribution par l'intermédiaire des magasins Trois Suisses et des filiales belge et hollandaise. Ce qui fait que les services qui s'occupent de l'emballage et de l'acheminement des colis voient les cadences augmenter du fait des licenciements, mais chôme quand même un jour sur deux !

Alors, les travailleurs des Trois Suisses se rendent compte que leurs problèmes, ils les doivent, non pas à leurs camarades des PTT, mais bien à l'incurie et au cynisme de la direction.

Beaucoup pensent qu'il faudrait profiter de la prochaine avalanche de commandes pour imposer à la direction nos revendications de salaires et de conditions de travail et lui faire ravalier son mépris.

Correspondant L.O.

RNUR-CTR (Rueil)

Irrégularités aux élections de délégués du personnel (1^{er} collège)

LES jeudis 17 et 24 octobre, les travailleurs de la DRD, qui comprend trois secteurs (le CTR, Lardy, Billancourt), ont élu leurs délégués du personnel.

Cet année, il y avait neuf sièges à pourvoir au lieu de huit l'année précédente.

Par rapport à 1973, on peut noter quelques changements. La CFDT, en effet, progresse dans les deux collèges (1,95 % et 3,52 %), dans le deuxième collège, il est certain qu'une partie des voix que perd la CGC (- 5,63 %) se sont reportées sur la CFDT, ce qui est significatif

par un gain dans le deuxième collège (+ 2,11 %), ce qui s'explique en grande partie par le passage d'un certain nombre de travailleurs du premier au deuxième collège. La CGT reste le syndicat majoritaire à la DRD.

Pourtant, un événement a marqué le dépouillement du scrutin au premier collège, qui aurait pu avoir des conséquences non négligeables sur le résultat des élections au deuxième collège : une fraude a été constatée et dénoncée par l'observateur de la CFDT.

Voici en quels termes la CFDT a rap-

table de dépouillement des titulaires, parmi lesquels quatre adhérents CFDT, et c'est entre les « deux dernières opérations que s'est effectuée l'introduction frauduleuse d'un paquet de bulletins de vote ». En effet, après contrôle, « dix-neuf bulletins CGT de ce paquet n'étaient pas pliés : donc ces bulletins n'ont pu être mis dans une enveloppe de vote ».

La CGT, elle, plus rapide, avait diffusé trois jours avant un tract où elle prétendait être victime d'une machination. Elle posait la question : « Qui a intérêt à monter une machination contre la CGT ? », machination qui, selon elle, était vraiment trop grosse. Mais la CFDT, qui risque de faire figure de calomniatrice, se refuse à dire tout ce qu'elle sait.

Pourtant, il devrait être facile d'informer les travailleurs sur les auteurs de cette machination. Et les organisations syndicales et en premier lieu la CGT, qui se prétend victime de cette machination, devraient avoir intérêt à démasquer ses auteurs. Les travailleurs, eux, sont en droit de connaître la vérité.

Mais il faut croire que la CFDT, mais surtout la CGT, craignent la vérité, puisqu'elles se sont empressées la semaine suivante d'affirmer qu'elles « ne sont en aucun cas engagées dans cette affaire ».

Ainsi, les deux syndicats ont décidé finalement d'étouffer l'affaire. L'un comme l'autre couvrent les fraudeurs et taisent leurs noms. Voilà de drôles de méthodes pour des syndicats qui prétendent défendre les intérêts des travailleurs. Pour tolérer la fraude lors d'élections de délégués du personnel, il faut avoir un bien piètre respect de la volonté des travailleurs et ceux qui couvrent de tels actes agissent en complices des fraudeurs eux-mêmes.

Correspondant LO

PREMIER COLLEGE						
	Inscrits	Votants	Exprimés	CGT	CFDT	
1973	1.045	879	826	612 (4 sièges) 74,09 %	214 (1 siège) 25,91 %	
1974	1.104	935	883	637 (4 sièges) 72,14 %	246 (1 siège) 27,86 %	
DEUXIEME COLLEGE						
	Inscrits	Votants	Exprimés	CGT	CFDT	CGC
1973	1.716	1.331	1.301	541 (4 sièges)	398 (2 sièges)	362 (2 sièges)
1974	1.863	1.444	1.410	616 (4 sièges) 43,69 %	481 (3 sièges) 34,11 %	313 (2 sièges) 22,20 %

de l'état d'esprit d'un certain nombre de cadres et de mensuels qui ont préféré voter pour un syndicat qui est de plus en plus une des composantes de l'union de la gauche mais qui n'est pas lié au PC.

La CGT, quant à elle, reste stable. Ce qu'elle perd dans le premier collège (- 2,95 %) est compensé pratiquement

porté la chose aux travailleurs, quatre jours après le constat de la fraude et après avoir été elle-même mise en cause, au moins oralement, par des militants de la CGT :

« A la fin du vote, au moment de l'ouverture et du retournement de l'urne, il y avait vingt-trois personnes autour de la

Les assises nationales CGT-CFDT D'EGF

(Saint-Ouen)

MARDI dernier, près de quatre mille cinq cents délégués, représentant les quelque cent vingt mille travailleurs de l'EGF, ont assisté aux Assises convoquées par la CGT et la CFDT. Mais, si certains d'entre nous espéraient pouvoir se prononcer sur les mots d'ordre avancés par les fédérations ou sur les formes d'action à employer pour faire reculer la direction, ils ont dû ressortir déçus. Dès le début, les secrétaires des deux fédérations syndicales ont commencé par rappeler les revendications sur lesquelles elles s'étaient mises d'accord, à savoir les salaires, la défense des nationalisations et les réformes de structures.

En ce qui concerne les salaires, les syndicats revendiquent les 2.000 F pour l'employé et l'ouvrier qualifié (c'est-à-dire ayant sept ans d'ancienneté) et non pas dès l'embauche. Pourtant, de l'avis même des dirigeants syndicaux, on ne peut vivre décemment si l'on ne gagne pas cette somme. Mais voilà ! le secrétaire général de la CGT, Pauwels, nous a expliqué que revendiquer 2.000 F dès l'embauche demanderait de créer un tel rapport de force que ce serait faire preuve d'irréalisme.

A propos de la défense des nationalisations, nous avons pu entendre les bureaucrates de la CGT et de la CFDT parler comme d'éventuels gestionnaires de l'EGF, se prononçant sur les choix « antinationaux » de la direction, expliquant aux quatre mille cinq cents délégués que « la direction de nos industries agissait à l'encontre des intérêts de la nation », à l'encontre des intérêts pour lesquels elle était mandatée !... Reprenant ainsi à leur compte toutes ces vieilleries que la bourgeoisie a tant de fois utilisées pour tromper les travailleurs, les bureaucrates font les étonnés quand ils voient leurs patrons se mettre sous la coupe d'autres plus puissants. Le comble fut atteint quand un responsable CGT déclara le plus sérieusement du monde que les mineurs de Merlebach, en défendant leur emploi, se battent pour l'intérêt national (...et contre les flics !).

Beaucoup de militants, principalement CFDT, ne se sont pas tus sur les augmentations égales pour tous. Les militants de la CGT qui ont voulu exprimer un point de vue différent de leurs responsables régionaux s'en sont vite fait dissuader ou ont eu affaire à ceux-ci, tel ce délégué de Saint-Mandé qui avait osé dire qu'il en avait « ras-le-bol des grévettes de vingt-quatre heures ».

Tous ceux qui ont avancé d'autres revendications, telles les augmentations égales pour tous, les trente-cinq heures, le remboursement des frais de transport par le patron, etc., ont vu leurs propositions complètement déformées, voire ridiculisées et ont été rappelés à l'ordre au nom de « l'unité ».

A la fin des Assises, on nous proposa d'envoyer une lettre de protestation et d'explication à Chirac ! Et pourtant, nous avions des heures durant entendu parler « d'action unie, progressive et massive », de la nécessité de faire une campagne d'explication auprès du public. Les fédérations donneront-elles d'autres perspectives qu'une grève de vingt-quatre heures ? Ce n'est pas du domaine de l'impossible, mais ce qui sera déterminant c'est notre volonté de lutte à la base. Et c'est en particulier à l'occasion des assemblées générales du personnel, qui ne manqueront pas de se tenir d'ici peu, que les travailleurs de l'EGF auront la possibilité d'exprimer cette volonté pour qu'elle se traduise en actes.

Correspondant LO

Mazières (Bourges)

Les patrons donnent dans l'humour noir

C'est sous le titre « Halte au désordre » (tout un programme) que la direction de Mazières nous a offert, en même temps que la paie, de quoi nous divertir un peu.

En effet, « Halte au désordre », ce n'est pas le programme patronal en cas de grève ou de revendications. C'est le titre de la pochette du concours sur la sécurité organisé, entre autre, par le syndicat patronal des fondeurs de France.

On trouve dans cette pochette, deux puzzles et des petites images coloriées. Et si l'on est bien attentif, on découvrira les entorses à la sécurité contenues dans le puzzle.

Comme par hasard, les entorses à la sécurité, ce sont les vilains ouvriers qui les commettent. Pas les bons patrons ! C'est ainsi que l'on voit un ouvrier marchant avec des outils dans sa poche arrière de bleus — faute ! Mais ce que l'on ne voit pas, c'est l'insécurité permanente dans laquelle la soif de profits du patron nous oblige à travailler. Peu de temps après la distribution de la pochette, un accident est venu démontrer l'hypocrisie de ces beaux écrits patronaux. Un camarade a reçu sur le pied un chariot supportant une charge d'une tonne deux cent cinquante. Et cela parce qu'il entassait des brancards tout près des rails servant de passage aux chariots. Car, bien sûr, dans cet atelier comme dans les autres, on manque de place.

Avec ce petit concours, les patrons essayent de se donner bonne conscience. Mais ils ne trompent personne. Pour eux, nous ne sommes que de la chair à produire et notre sécurité, ils s'en moquent !

Correspondant L.O.



Les bons conseils coûtent toujours moins chers que les mesures efficaces. A qui la faute si les usines sont dangereuses ?

ernst glaeser

le
dernier civil

Copyright: Editions Bernard Grasset

(Ph. Viollet)

Ernst Glaeser, né en Allemagne en 1902, acquiert en 1928 la célébrité avec son roman *Classe 22*. Toute une génération d'adolescents grandie pendant la guerre de 1914 y retrouve son désarroi.

Puis, paraît *La Paix*, récit de la révolution allemande où les sympathies du héros vont aux spartakistes. Saisissante peinture de la façon dont les sociaux-démocrates voulaient « faire la révolution », dans « l'ordre » et sans les ouvriers, ce roman l'est aussi de la répression qui s'abat et du découragement qui s'ensuit.

C'est juste avant la prise du pouvoir par Hitler que paraît *Le dernier civil*. Ce roman, le dernier de la trilogie, est le tableau de la vie d'un petit village allemand, Siebenwasser, aux prises avec la montée du nazisme. Il relate comment, sur la base d'une crise sociale et économique de plus en plus profonde, la démagogie fasciste gagne du terrain, comme une gangrène, et de quoi elle est faite : d'anticommunisme et d'antisémitisme essentiellement. Il relate les premiers pas de l'organisation fasciste paramilitaire locale ; et la panique et la colère de la petite-bourgeoisie lorsqu'elle découvre soudain qu'elle est ruinée par l'inflation et les faillites en chaîne.

RESUME

On est en 1927, à Siebenwasser, petite ville de l'Allemagne méridionale. Après avoir fait fortune aux USA, Jean-Gaspard Bäuerle, accompagné de sa fille Irène, retrouve sa ville natale et sa patrie, qui est pour lui, depuis 1918, un pays démocratique.

Le parti nazi, dirigé localement par le lieutenant Gerhart Träger, a réussi à noyauter l'administration, grâce en particulier au secrétaire municipal, l'ambitieux Kalahne.

La jeunesse est pleine d'enthousiasme pour l'idéal national-socialiste. Les lycéens n'hésitent pas, pour le Führer, à se faire renvoyer de leur établissement : c'est ce qui arrive à Jürgen et à Hans Diefenbach, fils d'un officier tombé à Verdun.

Les retraités, les veuves de guerre (comme Hertha Diefenbach, la mère de Hans), les aigris et les déclassés de toute sorte (comme Maria, la prostituée qui a recueilli Jürgen) mettent en Hitler leurs derniers espoirs.

Le restaurateur Henri Jockel demande audience au maire, Schrader. Pendant ce temps, Träger et Hans préparent l'exercice de nuit, surveillés par Kilian Kern, le postier mutilé de guerre.

(24)

Bringolf avait fait jouer tous ses artifices. Des effets de lumière transformaient la scène à courts intervalles, des créneaux d'un castel une jeune fille chantait tournée vers la salle ; le méchant étranger rôdait autour d'elle et l'enjôlait avec des paroles artificieuses. Avec la collaboration du sanglier enchanté, il l'attirait dans un cachot. Bringolf faisait donner tambours et tonnerres. Et on aperçut, couchée sur la paille, Mme von Berg, la patrie, la terre natale. Assis sur une solive bâtie en avancée, les démons se partageaient entre eux la terre allemande.

Mme von Berg chantait :
Ohé ! Ohé ! souffle, vent !
Souffle à travers le soupirail, le soupirail !
Mais le chœur lui répondait :
Donne la paix, donne la paix,
Toi qui gémiss
Dans tes entraves,
Germania, donne la paix ! »

Mais Mme von Berg ne donnait pas la paix :
Je ne donnerai la paix jamais,
Jamais je ne donnerai la paix.
Le sire de Pierrefriche, lui, me délivrera.
Le peuple a soif de force.
Je ne donnerai jamais la paix,
Avant que les chevaliers soient là
Avec leur épée pour le Peuple.

Alors le chœur ricanait :
Les chevaliers, les chevaliers,
Les chevaliers ne sont pas là.
Ils brandissent le cor,
Ils s'abandonnent aux belles amours
Dans les délices de l'Italie,
O Germania.

Alors Mme von Berg cria, car le rire menaçait de faire craquer son maquillage :
Un jour pourtant
Ils viendront,
Même leur castel écroulé.
Le sire de Pierrefriche, il traverse les airs,
L'étranger. Un jour pourtant
Il retrouvera la douceur
De la patrie. Et il enfoncera
L'épée dans le sein venimeux
De l'éternelle discorde.

« Qu'est-ce que c'est ? » demanda Irène.
« Je ne sais pas », répondit Bäuerle.
« Ce sera bientôt fini », chuchota le conseiller Schrader.

La scène se transforma. Un chemin creux. Une maison paysanne. On lisait « Odenwald » au-dessus des montagnes. Entre un chevalier. Il s'appuie, chancelant, sur un bâton.
Ainsi je reviens courbé par les ans,

La route fut longue et lourd le péché.
Et nul Dieu qui voulut m'absoudre.
La barbe est grise. Et la patrie m'appelle.
Provinces italiennes, empire du Malin,
J'ai connu l'or mesquin des pays étrangers,
Mais l'épée m'est restée. La trahison
Ronge notre peuple. Les montagnes gémissent
Sous des brumes et nul cœur
Ne bat plus libre.
Des étrangers défrichent notre terre. Enchaînée,
La fiancée gémit. Je suis prêt.
Une voix à la cantonade : « Sire de Pierrefriche ?
Sire de Pierrefriche ? »
Le sire de Pierrefriche, car c'est lui :
J'ai cherché les trésors des Indes. Qu'est-il resté ?
Le rêve de ces monts !
La voix : « Chevalier ? Chevalier ? »
Le sire de Pierrefriche :
J'ai chevauché dans l'armée des nuées
Et lancé les éclairs sur les chaumières paysannes.
Maintenant, je reviens vers le peuple.
Malade, mais bon.
Monts et collines sont comme jadis
Et Mère reste vivante en chaque bulsson.
Moi, un fantôme, trahi
Par les artifices des mirages étrangers,
Je te veux de nouveau, ô toi, ô terre.

Il s'agenouille et baise la terre. Son bâton de pèlerin commence à fleurir. Le sol s'ouvre. Germania sort délivrée de la terre. Mme von Berg lève les bras :

Le sire de P. — **Quelle lumière !...**

Germania. — **Libre !**

Le sire de P. — **Où est le chemin vers le peuple ?**

Germania. — **Tout droit, en suivant le cœur.**

Le sire de P. — **Quel prodige ! La malédiction s'évanouit.**

Germania. — **Doux, doux, enfant doux !**

Le sire de P. — **Mère ?...**

Germania. — **Eternellement !**

Il tombe. Germania s'élance vers lui :

Ton message, ô, proclame-le,

Devant que la Parque funèbre

Tranche le fil.

Dis-le au peuple !

Le sire de Pierrefriche, se redressant :

Qu'il écoute donc,

Tandis que les poisons de l'Italie

Me ravissent le souffle et la vie.

Qu'il garde toujours son épée !

Qu'il n'écoute jamais

Les molles maximes étrangères !

Il est fort seulement

Quand il maintient la terre

Où ses pieds reposent.

Qu'il laboure en silence, et sème

Et récolte. Et qu'il ne croie

Jamais aux artifices étrangers. Moi,

Sire de Pierrefriche, c'est moi qui dis

Cela. Le monde est empoisonné.

Reste chez toi. Je m'agenouille

Devant les monts de l'Odenwald

Qui valent mieux que tous les chemins dorés

Où s'égare le cœur trompé.

Cœuvrez ici, hommes ! Ici placez

Votre nostalgie ! Laissez

Les Indes rester Indes !

Et grandissez en ces campagnes familières,

Proches de votre cœur !

Germania. — **Et notre Empire ?**

Le sire de P. — **Il vient. Il naîtra.**

Le jour viendra où la manne céleste

Pleuvra sur vous. Mais ayez patience,

L'ennemi est sournois et artificieux.

Pendez d'abord aux arbres de vos champs

Tous les méchants.

Alors vous serez forts,

Alors le monde

Devant votre union sera chétif.

Germania. — **Ainsi soit-il !**

Le sire de P. — **N'oubliez pas ma nostalgie !**

Et Germania. — **Et ton espoir, le monde !**

Le sire de P. — **Que tout est pâle à mes yeux !**

Et quel vent !

Adieu, montagnes bien-aimées.

Il tombe et meurt, tandis que son bâton fleurit

toujours plus rapidement.

Germania s'avance vers la rampe :

Ainsi tous tes enfants

Ne cherchent que toi, ô patrie.

Et leur rêve charrie beaucoup de glaise

Et tu dois endurer bien des offenses,

Terre natale.

Mais bénie entre tous les rivages

Tu te dresses toujours de nouveau

Et tous ils reviennent vers toi,

Mère des Douleurs.

O vous, Montagnes, ils reviennent !

O vous Fleuves

Ils rentrent vers vos berges fécondes !

Et pas une larme n'aura été vaine

Lorsque, maternelle,

Elle pardonne.

Eclairée par tous les projecteurs, Mme von Berg

était debout à la rampe. Des génies bondissaient

hors des coulisses. De leurs cornes d'abondance

raisins et pommes pleuvaient.

En sourdine, la musique jouait : **J'avais un cama-**

rade.

Le rideau tomba. Dans le petit couloir derrière la

scène, Germania éclata de rire.

« Bringolf », cria Germania, et quand il arriva elle

se jeta dans ses bras. « Ne ferais-je pas bien à

Bayreuth ? »

« Pour Jean-Paul, oui, mais pas pour Winifred »,

répondit l'intendant en riant.

La section s'était répartie dans le bois selon les

prescriptions de Gerhart Träger. Le thème était

simple. L'auberge de « L'âne sauvage », située en

plein milieu d'une clairière, devait être cernée. Per-

sonne ne devait sortir de l'auberge sans être repéré

et rattrapé par les S. A. On supposait que des élé-

ments marxistes tenaient une réunion secrète dans

l'auberge et qu'il fallait intercepter tous les messa-

ges apportés.

Hans Diefenbach était couché avec Jürgen dans

une pépinière de mélèzes. Ils se revoyaient pour

la première fois depuis le scandale au théâtre. Ils

étaient couchés dans les feuilles mouillées. Jürgen

fumait une cigarette.

« Oui, ça t'épate, j'habite réellement chez une pu-

tain, y a pas à tortiller. Une chic fille. Gagne sa vie

avec l'amour. Moi, je m'en fiche. Mais elle pense

tout droit et agit comme elle pense. Pas embour-

geoisée. Et faut voir comme elle me soigne. Com-

me une mère, je te dis. »

Hans ne bougeait pas. Son nouveau costume le

serrait. Le brouillard montait mollement au-dessus

des prairies.

« Et ne crois pas surtout que nous avons quelque

chose à attendre des bourgeois. Un ramassis de

froussards. Ils ont peur de la Révolution, oui, peur.

Mais chez Maria, mon cher, j'ai rencontré des com-

munistes, ça, c'est des types. Une fois qu'on les

aura avec nous ! J'ai déjà discuté trois soirs avec

eux. Ceux-là, ils veulent quelque chose, au moins.

Pas comme ces fesses de cochons ! Ils veulent un

monde nouveau, tu sais. »

« Qu'est-ce que c'est, le monde nouveau ? » de-

manda Hans.

« C'est le socialisme, dit Jürgen, mais nous seuls

pouvons le réaliser. Voilà ce que ces gars-là ne

comprennent pas encore. »

« Est-ce que le Führer veut le socialisme ? » de-

manda Hans dans l'ombre.

Jürgen se mit à rire.

« S'il ne le voulait pas, pas un chien ne lui cour-

rait après. Il fera le véritable Etat. Soldats, ouvriers,

paysans. Voilà la nouveauté dont nous avons besoin.

« Et les autres ? » demanda Hans.

« N'ont qu'à crever... »

Un coup de sifflet. Ils bondirent. Ils avancèrent

sur la prairie, vite, courbés. Et ils attendirent de

nouveau, couchés dans l'herbe.

Groupe N° 2. Le fils du paysan Adameck et le

Teifinger.

« Alors, nous voilà comme qui dirait couchés par

terre. »

« T'apprendras quelque chose » dit le Teifinger.

« Si seulement on commençait une bonne fois,

pour de bon, avec ces cochons de communistes. »

« Patience un peu. Le Führer l'a promis. »

« Une sacrée patience qu'il a, celui-là. Qu'il en

finisse enfin avec le socialisme. Ça nous prend tout

notre bénéfice. Faut que ça change. Je cognerai,

faudra voir, quand on commencera. »

Un coup de sifflet. Ils bondirent. Ils coururent

trois cents mètres.

Puis ils se cachèrent dans les roseaux.

« Y a pas un cochon qui restera vivant, quand

ça y sera », haleta le Teifinger, « pas un Juif et pas

un socialo. »

Groupe n° 3. M. Blank, de Siebenwasser, avait

mis deux paires de chaussettes de laine pour l'exer-

cice de nuit. On était en automne et on ne blague

pas avec la grippe. A côté de lui était couché Hun-

grich, un géomètre.

« Dis donc, combien de temps ça va durer en-

core jusqu'à ce qu'on commence ? »

« Quand le lieutenant donnera le signal. »

« Tête d'âne ! ça, je le sais aussi. Je veux savoir

quand on commencera vraiment. »

« Je ne sais pas, mais je me réjouis. »

« Dis donc, ce sera chic. On leur montrera, à

messieurs les universitaires, à ces satanés intellec-

tuels. »

« Et aux grands magasins et aux coopératives. »

« A tous les salauds ! »

Un coup de sifflet. Ils sautèrent dans un fourré

et jetèrent leurs gros ventres sur le matelas bruis-

sant des aiguilles de sapin.

Groupe n° 4. Kilian était assis à un des postes

de guet établis pour les chasseurs. Il avait grimpé

au haut de l'échelle. Que la prairie était belle de-

vant lui. Et les gaillards bruns qui gambadaient

dessus. Dieu de Dieu, ça veut être des soldats !

Comme ils courent ! Comme des clebs ! Et à dé-

couvert ! Kilian alluma un cigare. Paisiblement, il

souffla la fumée. Les autres, en bas, sifflaient. De

lamentables galopins. Devraient aller avec moi à

Verdun. Là-bas, il n'y a que la mort et les hommes.

Là-bas on voit ce qu'un garçon a dans le ventre. Et

celui qui y a été ne veut plus rien savoir de ces

coups de sifflet et de ces cabrioles dans les prés.

Celui-là veut vivre paisiblement sa petite vie quoti-

dienne, honnêtement, sans se faire remarquer, et

que le sang qu'il a perdu suffise pour la tranquillité

de son gosse, pendant toute une vie. Comment

avait-il dit, le bleu, en '16 ? C'était un étudiant et il

disait toujours des choses si intelligentes. « Cama-

rades, avait-il dit, ce qui se passe ici, c'est une

transfusion de sang pour deux générations. » Et

lorsqu'ils lui avaient demandé ce que c'était, une

transfusion de sang, il avait dit : « donner du sang

pour la vie de ceux qui viennent après nous. » Ils

avaient bien compris et lorsqu'il fut couché devant

eux avec sa balle dans la tête, ils étaient restés de-

bout autour, silencieux, et le plus ancien avait dit

quelques mots devant l'entonnoir où ils l'avaient en-

foui. Mais dans son sac, ils avaient trouvé une lettre

à son père : « Cher père, le sang qui coule ici

suffit pour cent ans. Ils pourront en vivre, ceux qui

grandissent derrière nous. » Ils avaient considéré

la lettre. Sans un mot. C'était la parole qu'ils cher-

chaient confusément à dire, chaque jour, quand ils

tuaient et quand on les tuait.

Mais celui-là était enfoui dans son trou d'obus et

ici les autres galopèrent sur la prairie.

« La vie, pensa Kilian Kern, est tombée entre les

maines de voyous. »

Il descendit l'échelle, à cloche-pied. Et il lui sem-

bla qu'il s'enfonçait profondément dans la terre.

Hans Diefenbach et Jürgen étaient étendus dans

les fourrés. Ils observaient attentivement la percée

dans le bois qui allait aboutir à l'auberge de l'Âne

Sauvage. Ils avaient pour mission d'en surveiller

l'accès et de donner l'alerte à coups de sifflet si

quelqu'un approchait de l'auberge.

Hans ne disait mot. Les événements de la jour-

née s'étaient abattus sur lui comme une lame. Il ne

voyait pas encore de rive où il pût reprendre pied.

Il essayait de ne plus penser en fixant attentivement

l'auberge éclairée par la lune, mais cela ne lui

donnait guère qu'une seconde de répit et déjà ils

étaient revenus, Holzapfel, la jeune fille sur la rou-

te, et Gerhart Träger, cet homme. Le Führer était

loin. Hans était seul.

Il avait froid dans le dos. Qu'avait-il fait ? Qu'était-

il advenu de lui ? Il ne le savait pas. Quelles pro-

fondeurs cruelles la vie pouvait ouvrir devant vous !

Et comme on passait de l'inquiétude au vertige et

du vertige à cette effroyable solitude ! A qui se

confier ? Pouvait-il dire à Gerhart Träger que lors-

que le plaisir était venu sur eux, il avait pensé à la

jeune fille ? Que les baisers de Gerhart étaient ses

baisers à elle ? Tout cela n'était-il pas un terrible

péché ? Une trahison ?

Hans sentit la chemise brune sur sa peau, le bau-

drier sur l'épaule, qu'il tâta de ses doigts, tendre-

ment. C'était là le grand bonheur de la journée. Il

était devenu un soldat du Führer. Plus rien ne comp-

taient maintenant que ses ordres. Mais pourquoi Ger-

hart avait-il mendié de lui cette promesse de rester

toujours son ami ? Pourquoi lui promettait-il d'écri-

re au Führer, pour que Hans obtienne les louanges

que méritait son action ? Pourquoi ces mots bizar-

res : « Nous sommes une phalange d'hommes,

Hans. Personne ne peut nous mesurer selon la

règle de la grande masse. Toi aussi tu appartiens au

petit nombre des élus. »

Cela ne voulait pas le lâcher. Pouvait-il y avoir

un amour comme celui-là ? N'était-ce pas un pé-

ché ? Le péché n'existe pas, avait dit Gerhart,

</

L'ARCHIPEL du Goulag se présente comme une somme. Tâche immense, presque impossible, que de vouloir dresser un tableau complet et précis du système concentrationnaire russe, que de vouloir pénétrer tous les rouages de la machine policière qui étend ses tentacules sur tout le pays. Tel est pourtant le dessein de Soljenitsyne, un dessein qui lui a demandé plusieurs années de travail, dans des conditions de clandestinité absolue et qui n'a pu voir le jour que grâce aux témoignages de deux cent vingt-sept anciens détenus qui ont aidé l'auteur.

La méthode choisie est celle de l'investigation : précise, systématique, ne laissant rien dans l'ombre, fixant son attention sur le moindre détail, l'auteur d'*Une journée d'Ivan Denissovitch* entraîne son lecteur dans un voyage apparemment sans fin au cœur de ce qu'il appelle « l'industrie pénitentiaire ». Le livre suit une chronologie qui se développe sur deux plans : le voyage dans l'Archipel du Goulag (le Goulag étant le sigle de l'administration des camps d'internements) débute par l'arrestation et se poursuit, presque en roue libre, par l'insurrection, la torture, l'emprisonnement, le procès et les inévitables transferts dans l'une ou l'autre des îles de l'Archipel. Parallèlement, Soljenitsyne retrace, à sa manière (et nous y reviendrons), l'histoire du développement même du système concentrationnaire, en liaison avec la Révolution russe et ses conséquences.

Témoin et acteur malgré lui du drame, Soljenitsyne sait décrire, dans une langue où chaque mot est pesé, la barbarie de la répression. Le style et le ton délibérément choisis pourront désorienter et peut-être même lasser, par la répétition des descriptions détaillées, l'importance attachée aux moindres faits et gestes des dizaines de personnages qui revivent dans le livre. C'est pourtant une arme efficace dans le réquisitoire dressé par Soljenitsyne. Et le ton apparemment détaché fait ressortir toute la haine de l'auteur contre un système démentiel et inhumain. Ainsi, pour donner un exemple, quand l'auteur traite de l'arrestation, il commence par des considérations d'ordre général : « Les arrestations ont une classification fondée sur divers critères : de jour et de nuit ; à domicile, sur le lieu de travail, en voyage ; première et seconde fois ; décomposés ou en groupe. On distingue les arrestations selon le degré de surprise voulu, le degré de résistance escompté (mais, dans des dizaines de millions de cas, on n'avait tablé sur aucune résistance et du reste il n'y en eut pas). On distingue les arrestations selon le sérieux de la perquisition à effectuer, selon qu'il faut ou non faire un inventaire avant confiscation, mettre sous scellés la chambre ou l'appartement, selon qu'il faut arrêter la femme à la suite du mari et expédier les enfants à l'assistance, ou bien déporter tout ce qui reste de la famille ou bien encore envoyer les parents eux aussi dans un camp. » Et voilà ! Derrière un langage administratif se dessine le drame que va vivre un individu, happé par la machine policière et soumis, pour des années, pour le restant de sa vie parfois, à sa logique infernale et démente.

Dans ce monde barbare de la répression, il y a des mots qui n'ont aucun sens, des questions qui sont absurdes : « Pourquoi suis-je arrêté ? Pourquoi dois-je avouer que je suis un saboteur à la solde de l'impérialisme nippon ? Que dois-je faire et reconnaître pour être libre ? » Dans l'univers concentrationnaire, ces questions ne peuvent trouver une réponse. Celui qui est arrêté ne sait pas pourquoi et celui qui l'arrête n'en sait pas davantage.

Le tortionnaire doit obtenir des aveux précis et souvent contradictoires, parce que tels sont les ordres. Le juge doit condamner à des peines fixées d'avance et l'administration des camps doit occuper la population pénale selon des plans fixés par on ne sait qui. Tout est parfaitement orchestré, la machine ne connaît pas de défaillance, mais personne ne sait POURQUOI elle fonctionne.

Le plus triste, c'est que la plupart des chapitres de *L'Archipel* n'ont finalement rien d'original et leur lecture



Les habitants d'une île de l'Archipel. Photo tirée du film « Une journée d'Ivan Denissovitch ».

(Ph. UPI)

rappelle celle de nombreux autres ouvrages consacrés à des sujets similaires. Tant il est vrai que rien ne ressemble plus à un interrogatoire qu'un autre interrogatoire, à une prison qu'une autre prison, à un camp d'internement qu'un autre camp d'internement. Et partout et toujours, la même bestialité des gardiens, le même sadisme des tortionnaires, la même logique interne de l'appareil répressif qui se nourrit de ses propres victimes et qui a une propension inévitable à l'expansion.

Mais ce qui frappe, concernant l'URSS, c'est le gigantisme de la répression érigée en système et en institution. Des millions de citoyens de toutes les races et de toutes les nationalités, des athées et des croyants, des blancs et des rouges, des chômeurs et des anciens généraux... des millions et des millions, venus de tous les coins de l'immense Russie, ont ainsi été entassés, par vagues successives, dans l'inextricable réseau des camps.

Pourquoi ? Soljenitsyne en a trouvé, après bien d'autres, la cause et l'unique raison : c'est de la faute aux Bolchéviks, ces dictateurs sanglants qui ont pris le pouvoir en 1917, mis en place des structures répressives et fait peser sur le peuple russe une chape de plomb. Pour Soljenitsyne, la Révolution de 1917 n'est rien d'autre qu'un coup de main réussi par des aventuriers diaboliques et sans courage de surcroît, ajoute-t-il. Le premier responsable de la dictature policière, c'est Lénine, et il faut rechercher l'origine des camps, des tortures, du règne de l'arbitraire, dans la guerre civile et la dictature communiste. Tout le reste en découle : le mépris pour l'homme, la violation des libertés, le reniement des valeurs traditionnelles de la Sainte Russie.

L'Archipel du Goulag n'est pas seulement une violente dénonciation du système pénitentiaire. C'est aussi, et pour Soljenitsyne les deux aspects sont inséparables,

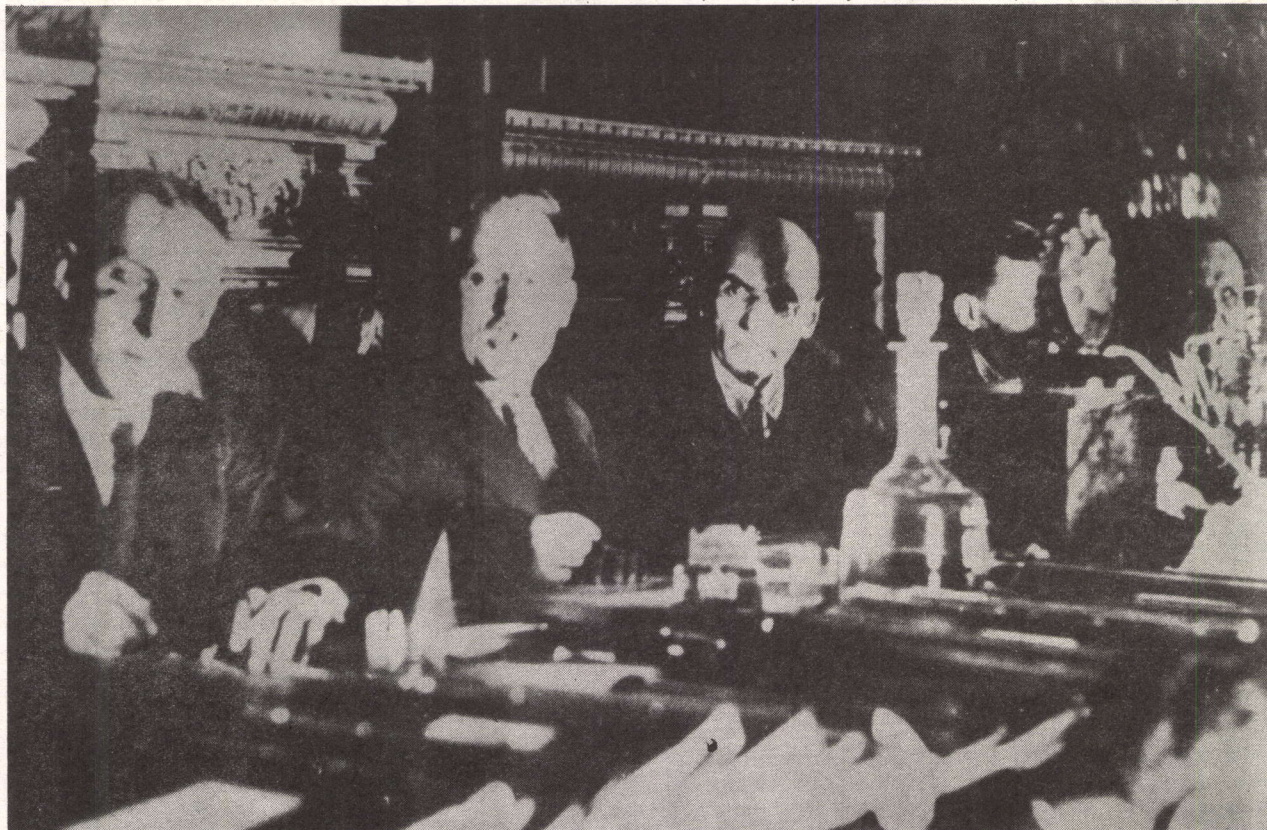
un réquisitoire haineux contre le marxisme. Haineux au point d'en devenir ridicule, quand l'auteur évoque la « douceur » des bagnes « tsaristes » ou encore quand il explique l'attitude des vieux Bolchéviks durant les procès de 1936-1937 par le fait qu'ils n'avaient pas suffisamment connu la prison et la répression et que leur caractère n'était par conséquent pas assez trempé ! Mais cela n'est finalement qu'un détail. De même que les erreurs historiques et les citations de Lénine faussées ou tronquées que l'on peut trouver dans quelques chapitres.

Soljenitsyne ne tente-t-il pas, en manipulant les textes et en bousculant la réalité, de présenter les Bolchéviks comme des partisans objectifs de la torture, et cela parce qu'ils... dénonçaient justement cette pratique. Pour l'auteur, la contradiction n'est qu'apparente. Le fait que Lénine dénonce la torture prouve qu'elle existe et ses protestations ne sont que machiavélisme. CQFD. De même Soljenitsyne part en guerre contre les tribunaux d'exception qui ont défendu la dictature du prolétariat dans la période 1918-1920. Il fustige la publicité des débats... pour protester, quelques chapitres plus loin, contre le secret des délibérations de la période stalinienne !

Tout est donc bon à l'auteur pour convaincre le lecteur du lien qui existe entre le bolchévisme et le stalinisme, entre le marxisme et la dictature policière.

Victime lui-même de la réaction stalinienne qui a grandi sur le cadavre du bolchévisme, Soljenitsyne en est venu à haïr le communisme et à se faire le chantre des valeurs éternelles du christianisme. Sa dénonciation du système pénitentiaire n'en reste pas moins le plus souvent profondément juste. Mais la voie qu'il préconise pour briser le système policier n'est pas la nôtre, bien au contraire, elle y est absolument opposée.

François DELAIN.



Le visage de la justice des bureaucrates. Vichinsky lors du procès des « 50 saboteurs allemands » en 1951. Un système absurde, inhumain, impitoyable.



Galanskov, Dobrovolski, Lachkova, Ginsbourg... quatre parmi des millions de déportés. (Ph. UPI)

DES MILLIONS D'HOMMES

EN MEURENT

CETTE année encore des millions d'hommes vont mourir de faim. Cela fait désormais partie des informations courantes. Tout le monde le sait, tout le monde le dit, mais c'est apparemment normal. Des rapports laconiques l'énoncent de temps à autre comme un fait naturel. Dernièrement c'est la FAO, l'Organisation mondiale pour l'Agriculture et l'Alimentation, qui l'a constaté : « La production alimentaire mondiale baissera de nouveau en 1974. » Or déjà la production mondiale de 1973 avait été inférieure à celle des années précédentes.

Cela veut dire en clair : des millions d'hommes mourront de faim cette année. Il y a actuellement quatre cents à cinq cents millions d'hommes qui ne mangent jamais à leur faim et c'est la moitié de l'humanité qui est sous-alimentée ou mal nourrie !

La famine, ce fléau que l'on pense volontiers disparu, resté dans les livres d'histoire avec les mœurs barbares du Moyen Age, abat des foules d'hommes en plein vingtième siècle !

Mais ce fléau n'a rien d'un fléau naturel, c'est un fléau social, directement dû au système capitaliste. Le progrès des techniques agricoles permet de nourrir tout le monde. Les famines ne sont pas dues à une capacité de production insuffisante. Non, elles sont dues à l'orientation de la production agricole. Car cette production aussi est soumise exclusivement aux lois du profit maximum, bien qu'il s'agisse de la nourriture. Elles sont dues aux lois du marché qui régissent la distribution des céréales en particulier.

La production de céréales va baisser



Pas d'argent pour payer ! On détruit des pommes de terre (ici dans la région de Bordeaux). Tant pis pour les victimes de la famine. (Ph. AFP)

cette année parce que la production agricole s'oriente vers les secteurs les plus rentables. Les surfaces ensemencées ont été réduites aux USA depuis des années afin de maintenir les cours. Ainsi le prix du blé reste-t-il trop élevé pour que les affamés des pays sous-développés puissent l'acheter. Il est plus rentable de vendre les céréales pour l'alimentation du bétail des pays développés et des quantités énormes de céréales disparaissent ainsi pour fabriquer de la viande en proportion bien moindre.

Et de toutes les façons, la nourriture, cela s'achète et ceux qui meurent de faim n'ont pas d'argent pour en acheter, fut-ce au grand propriétaire voisin qui la vend là où cela lui rapporte.

De la nourriture est jetée, souillée, dégradée alors que la disette et la famine règnent sur la moitié de l'humanité : cela condamne sans appel une société aussi riche que barbare.

Françoise BANIAN.

Centrales nucléaires :

LE DANGER VIENT DU CAPITALISME

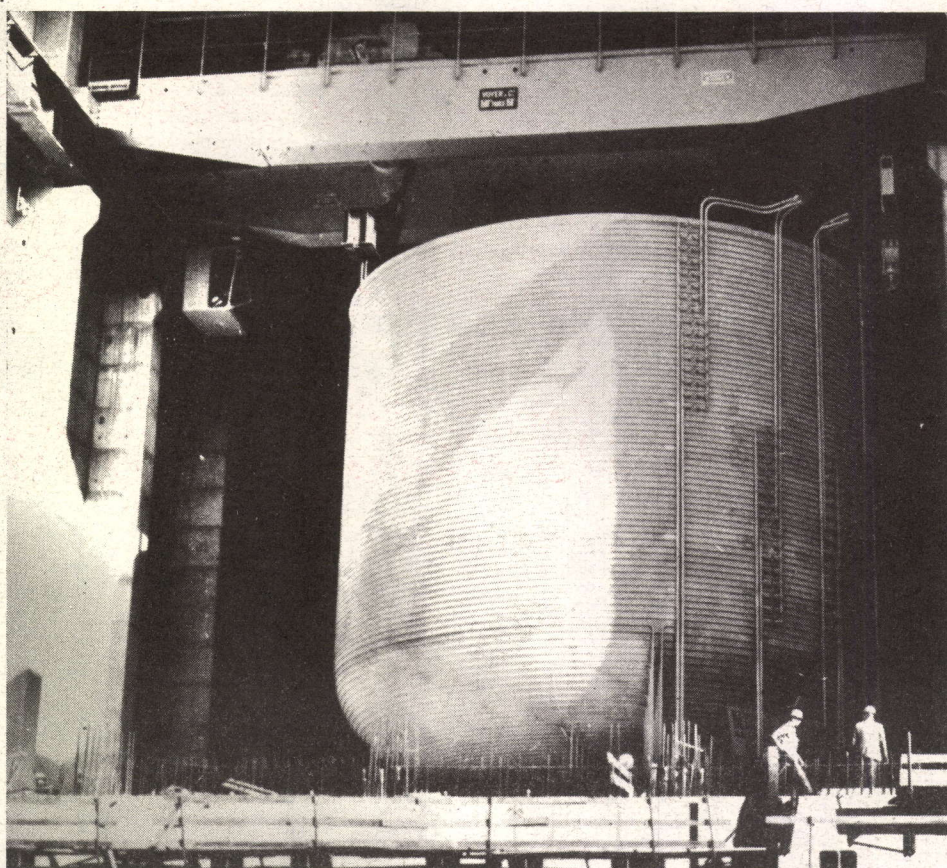
PERIODIQUEMENT, on assiste à la relance d'une campagne d'opposition à l'implantation des centrales nucléaires et autres usines de séparation isotopique au nom de la défense de l'environnement contre les diverses formes de la pollution atomique.

Des manifestations se sont déroulées, des élus locaux se sont inquiétés de la possible implantation de centrales dans leur région, et cette agitation va sans doute s'amplifier au fur et à mesure que la France va s'engager de plus en plus dans la voie du développement de l'électricité d'origine nucléaire, comme elle l'a décidé.

Qu'en est-il exactement du danger que fait courir une usine de séparation isotopique de l'uranium, ou bien une centrale nucléaire ? Nous n'aurons pas la prétention d'apporter ici une réponse à cette question, alors que les milieux scientifiques eux-mêmes sont divisés. Mais la question n'est pas simplement scientifique, et c'est bien là tout le problème.

La société dans laquelle nous vivons n'obéit pas aux impératifs de la science, mais à la loi du profit. La défense de l'environnement, de la sécurité du travailleur et de l'habitant est considérée comme autant de faux frais qu'on cherche toujours à réduire au minimum. Nous vivons dans une société et dans un pays où, à chaque heure, se produit un accident mortel du travail imputable à la criminelle carence de la bourgeoisie.

Certes, on a souvent fait observer que les techniques atomiques sont grosses de dangers si considérables, que — à la différence des autres industries — il était absolument indispensable de prendre toutes les précautions nécessaires. La moindre « fuite » de matière radio-active, par exemple, risquant de contaminer des régions entières, il fallait donc rendre toute fuite absolument impossible. Et il ne sem-



Le réacteur Phénix de Marcoule. Devons-nous faire confiance à la bourgeoisie pour garantir notre sécurité ? (Ph. AFP)

ble pas que l'industrie nucléaire ait provoqué jusqu'à présent de telles catastrophes.

Mais, avec la multiplication des installations, ne va-t-on pas assister à un relâchement dans la sécurité ? Déjà des signes inquiétants sont apparus : diverses centrales nucléaires, aux USA entre autres, ont connu des ennuis plus ou moins graves de

fonctionnement, qui montrent que toutes les techniques ne sont pas encore au point.

Des savants ont proposé que les centrales soient souterraines pour limiter les risques d'accident. En France, le secrétaire d'Etat à l'Environnement, Gabriel Péronnet, a pris position dans Le Monde pour recommander la prudence et la « ré-

flexion approfondie ». L'UDR, répondant peut-être à l'inquiétude des électeurs, a proposé un plan énergétique comprenant la « création d'une Cour suprême de sécurité nucléaire ». Quant à l'ORTF, elle s'est distinguée en retirant un film « anti-central nucléaire » de ses programmes.

Et puis, en dehors des risques d'accidents, il y a d'autres problèmes : celui du stockage des déchets (plusieurs milliers de tonnes par an dans le monde) ; il y a le problème de l'échauffement excessif des cours d'eau utilisés comme refroidisseurs des centrales et qui risque d'entraîner des modifications climatiques, etc.

Tout ceci ne laisse pas d'être particulièrement inquiétant. L'énergie nucléaire est vraisemblablement nécessaire au développement de l'humanité, mais le capitalisme fait courir de gros risques à la société humaine. Bien sûr, les centrales nucléaires ne représentent pas grand-chose à côté de tout l'arsenal atomique militaire stocké par les principales puissances mondiales. Mais l'irresponsabilité et le mépris du capitalisme pour la vie humaine risque bien de se manifester dans le domaine de l'installation des centrales nucléaires avant de se manifester dans le déclenchement d'une guerre.

Aussi ne peut-on que s'associer à ceux qui protestent contre l'absence de garanties qui sont données par les constructeurs de centrales nucléaires. Non pas pour abandonner l'idée même de l'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire au nom d'un prétendu retour à la nature, ce qui n'est finalement qu'une conception antiprogressiste, réactionnaire. Dans cette affaire, il ne s'agit nullement de défiance envers la science, ni envers la capacité des hommes de maîtriser les techniques, mais il s'agit de défiance envers le capitalisme.

André VICTOR.